



L'AGORA DES HABITANTS DE LA TERRE

VERS LE MANIFESTE DE LA JUSTICE PLANÉTAIRE

**Rencontre internationale
du 7 décembre 2024**

Maison communale de St Gilles - Bruxelles



MATIN : RASSEMBLEMENT POUR LA MANIFESTATION ANNUELLE DE L'AGORA - MAISON COMMUNALE DE SAINT-GILLES

Rassemblement pour l'annuelle manifestation publique de l'Agora, pour la justice, contre la financiarisation et la technocratisation de tous les biens communs publics mondiaux.

Les interventions ont mis en lumière les raisons, les principes, les objectifs et les propositions d'action pour la conception et les mobilisations prioritaires susceptibles de libérer l'Humanité et la Terre des désastres humains, sociaux, écologiques et économiques causés par des systèmes de pouvoirs impériaux, oppresseurs des peuples et négateurs des droits universels de et à la vie de la communauté globale de la Terre.

Retrouvez l'intégralité des interventions de la matinée :

- **Jean SPINETTE**, Bourgmestre de Saint-Gilles
- **Les artistes (Collectif lié à l'AHT)** : Maria PALATINE, Bernard TIRTIAUX, Pietro PIZZUTI, Luc VAN MASSENHOVE, Grégoire WUILLAUME, Roda FAWAZ, GETCH, B-ASTRE, Jacqueline MURET,...
- **Lilia GHANEM**, (Liban), Rédactrice en chef de "The Ecologist" en arabe
- **Jean-Claude POLET**, (B), professeur émérite de l'Université de Louvain
- **Julien GRAS** (B), secrétaire général du MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien),
- **Philippe VENIEL** (F), Gang de "La Boisselière", Bassines Non Merci 79
- **Georges ROBERT** (B), La Communauté de la Poudrière, Bruxelles
- **Emmanuel HALLARD** (B), Mouvement Action Paysanne (MAP), Bruxelles
- **Jean-Claude OLIVA** (F), Directeur de la Coordination EAU Île-de-France, Co-président de la Coordination EAU Bien commun, Paris
- **Alfio FOTI** (I), Président Convention des droits humains en Méditerranée

**P5
P8**

**P9
P11
P12
P13
P22
P24
P26**

P28





La Conférence des membres actifs (et ami-e-s) de l'Agora s'est penchée de manière approfondie sur le contenu du Manifeste de la Justice Planétaire, à la lumière aussi des notes et contributions parvenues avant le 7 décembre.

Au total, 50 membres (et ami-es) de l'Agora de dix pays dont 4 extra-européens (ALL, ARG, B, BR, CND-Québec, D, ES, F, I, LIB, PT) ont participé à la rencontre online. À eux, se sont ajouté-es celles et ceux présent-es à Bruxelles dès la matinée.

Sous la présidence de :

Riccardo PETRELLA (B), Professeur émérite de l'Université de Louvain, AHT et **Pierre GALAND** (B), Ancien sénateur, président de Forum Nord-Sud, Bruxelles

Et la participation de :

Jean-Pierre WAUQUIER (F), Président H²O Sans frontières Clermont-Ferrand, **Cristina BERTELLI** (F), Université du Bien Commun, Paris, **Martine CHATELAIN** (CND - Québec), Eau Secours, AHT, Montréal, **Loretta MAROMARCO** (I), Juriste, AHT, Altamura, , **Michele LOPORCARO** (I), Agriculteur, Altamura, **Roberto MUSACCHIO** (I), Ex-europarlamentaire, Transform /Italia, **Anibal FACCENDINI** (Argentine), Dir. de la Catedra del Agua, Université nationale de Rosario, Rosario, **Roberto MOREA** (I), Membre du Comité directeur de Transform/Europe, **Moema VIEZZER** (BR), Ecrivaine, AHT, **Domenico RIZZUTI** (I), AHT e Costituente della Terra, Roma, **Alessandro MAZZER** (Murcia, Espagne) ingénieur, **Fernando BERMUDEZ**, La Coordination pour le lac de Garde, **Isabella D'ISOLA** (I), Coordination protection Lago di Garda, **Emmanuel HALLARD** (B), Mouvement Action Paysanne , Bruxelles, **Jean-Claude OLIVA** (F), Directeur de la Coordination EAU Île-de-France, Paris, **Laury et Mélissa GINGREAU et Philippe VENIEL** (F), La Gang de La Boisselière et Collectif Bassines Non Merci, **Lilia GHANEM** (Liban), Rédactrice en chef de "The Ecologist" en arabe, **Alfio FOTI** (IT), Président de la Convention sur les droits humains en Méditerranée, **Georges ROBERT** (B), La Communauté de la Poudrière, Bruxelles

Avec les contributions écrites de :

- **Paola LIBANTI, Anna RIGHETTI & Luca CECCHI** (I) Ass. Monastero del Bene Comune, Sezano/Vérone **P39**
- **ASBL KREATIVA**, Association d'Éducation Permanente et Centre de Recherche Pédagogique et Méthodologique en Développement Durable **P41**
- **Francine MESTRUM** (B et Mexique), responsable du réseau Global Social Justice (message) **P43**
- **Loretta MAROMARCO** (I), Juriste, AHT, Altamura e **Michele LOPORCARO** (I), Agriculteur, Altamura **P45**
- **Paolo FERRERO** (I), Ex-Ministre du travail/Rifondazione Comunista, Directeur de "la revue "Su la testa" **P48**



SUITE DES CONTRIBUTIONS ET PRÉSENTATION DE LA DÉCLARATION DE ST GILLES



Le texte de Riccardo Petrella

"En finir avec la production de la pauvreté par l'idéologie de l'inégalité" publié dans *Pressenza*

P49

Présentation de La Déclaration de St Gilles (Version document de travail)

P50



JEAN SPINETTE

Bourgmestre de Saint-Gilles



INTRODUCTION GÉNÉRALE

POUR L'ACTION PUBLIQUE.

LA FINANCE PUBLIQUE EST A LA BASE DE LA JUSTICE

L'eau bien commun public mondial piliers du droit universel à la vie (pour tous !)

Bonjours à vous chères amies et chers amis,

Vous n'imaginez pas la fierté que nous avons de vous accueillir ici dans la salle du conseil communal de St Gilles.

L'action publique

Nos pères, qui ont construit un hôtel de ville particulièrement ambitieux, étaient des libéraux radicaux fortunés du début du XXe siècle. Ils ont édifié un temple en honneur de l'action publique, aujourd'hui malheureusement bien en difficulté.

Ils ont voulu mettre au fronton de cet hôtel de ville toutes les valeurs de l'action publique pour fournir à leur population les biens communs essentiels pour la vie : l'eau, le gaz, l'électricité, l'éducation ainsi que l'aide aux plus démunis, où par éducation et par aide, on entendait, en particulier, l'émancipation des pauvres, de la classe ouvrière, comme témoigné par les fresques de cette salle.

La ville de Saint-Gilles, fut une des premières communes pionnières de l'intercommunale des eaux, un exemple majeur de la fonction politique publique des collectivités locales au service de toutes et tous.

C'est aussi ici à St. Gilles que le suffrage universel fut défendu avec le serment en sa faveur prononcé sur les hauteurs du parc et qui ne plut pas au Roi.

L'affaiblissement de l'action publique, notamment locale

Les biens communs publics que nous défendons sont malheureusement devenus des valeurs marchandes.. Les pouvoirs publics, notamment locaux, ont été rendus impuissants par l'institution des "marchés publics". Censés assurer la concurrence et la transparence, ils ont, au contraire, favorisé les oligopoles privés et la corruption dans la gestion des services locaux. On a ainsi dépourvu l'action publique de la capacité à développer son action de manière autonome sans l'intervention, toujours plus pesante, des porteurs d'intérêts privés. On a introduit dans le fonctionnement des Communes et, en général, de l'État, un facteur très insidieux, la concurrence entre l'action privée et l'action publique.

On a mis en place, à côté, une institution publique communale, les CPAS (Centres Publics d'Action Sociale) dans le but de maintenir et garantir, malgré tout, la responsabilité des pouvoirs publics concernant la prestation des services collectifs pour les plus démunis (eau, gaz, électricité, santé, éducation...). C'est-à-dire, une institution d'aide/assistance sociale pour ceux qui ne parviennent pas à être couverts par la sécurité sociale.

Les CPAS - je suis président d'un d'entre eux – sont aussi des institutions faibles et fragiles sur le plan financier, soumises au zéro budgeting et à des systèmes de tutelle et de contrôle qui posent question et ont réduit leur capacités opérationnelles et leur crédibilité. Dès lors, de nombreux citoyens finissent par essayer de réinventer des solutions propres à travers des projets citoyens indépendants de l'autorité communale devenue quelque part une contrainte et non plus une aide.

Vue de St .Gilles, l'eau entre deux symboles ,

Les réponses données actuellement par les pouvoirs publics aux enjeux de l'eau, de plus en plus cruciaux et dramatiques, risquent de traduire les pouvoirs publics en instruments facilitateurs de l'œuvre de démantèlement de l'État des autonomies locales, de l'État de droit et de l'État du welfare, bref de l'action publique, de son rôle.

Comme notre ami Riccardo le sait, la Commune de St. Gilles se trouve de nos jours dans le domaine de l'eau symboliquement placée entre, d'une part, la Porteuse d'eau (à la Barrière), - dont il est le parrain depuis une trentaine d'année - et la Crieuse de l'eau, de notre ami aussi, le formidable artiste polyvalent Bernard Tirtiaux, dont la statue est actuellement placée devant notre hôtel, ce dont je suis heureux.

Nous sommes entre une porteuse d'eau, symbole de vie, d'espoir, d'émancipation des conditions de vie des plus démunis, symbole concret des finalités de l'action publique et, d'autre part, une crieuse d'eau contre la prédation et le vol de l'eau de la Terre, symbole actuel de la révolte des humains en lutte pour réinventer la destination collective de l'eau bien commun public mondial, en s'adressant au Ciel et invoquer la justice pour la vie.

La grande question de l'eau : son financement. C'est-à-dire la diversité/opposition entre l'objectif de la justice et l'objectif de la richesse/puissance inégale.

La question de l'eau est sortie de manière éclatante ces quatre dernières décennies en raison du fait qu'en face à la raréfaction croissante quantitative et qualitative de l'eau (pour des multiples raisons), les groupes sociaux les plus forts ont imposé un virage structurel dans la politique de financement de l'eau : le passage d'un financement basé sur la responsabilité collective publique via le budget public, alimenté par la fiscalité progressive, à un système fondé sur le principe de "l'eau finance l'eau", donc un système basé sur l'accès à l'eau par le paiement d'un prix de marché par les consommateurs et dont la fixation inclut, qu'il s'agisse de gestion publique ou privée, la prise en compte de tous les coûts du service hydrique, rémunération du capital investi (le profit) comprise...

Selon les défenseurs de "l'eau finance l'eau", l'action publique n'est plus en mesure de gouverner de manière efficace les coûts de l'eau pour tous.

Le raisonnement des groupes pro financement par les consommateurs est le suivant. Les coûts de l'eau ne se limitent plus aux activités "traditionnelles" telles que le prélèvement de l'eau, son traitement pour usages humains, en particulier sa potabilisation, sa distribution et la gestion des égouts.

Ils comprennent des activités de protection des sources d'eau et des lieux de captage ainsi que de prévention des risques toujours plus importantes ; une potabilisation biochimiquement plus complexe et exigeante en raison des innombrables produits chimiques toxiques polluants ; d'où aussi l'explosion des activités de traitement des eaux usées et de leurs coûts dans la facture de l'eau, le développement des procédés de dessalement de l'eau et des activités de réparation des dégâts provoqués par le changement climatique, notamment les dits "phénomènes extrêmes" (inondations, sécheresses...) de plus en plus fréquents et ravageurs. Il y a également les coûts croissants dus à la compétitivité sur les marchés internationaux libéralisés, dérégulés, privatisés et aux fusions et concentrations d'entreprises géantes cotées en Bourse...

Or, soutiennent les partisans de la solution "l'eau finance l'eau", dans ce contexte, où les pouvoirs publics eux-mêmes se sont "interdits" d'intervenir en raison de leur endettement public considérable vis-à-vis notamment de créanciers privés et étrangers, la finance publique n'est pas en mesure de prendre en charge financièrement la nouvelle "économie de l'eau". Elle ne pourrait pas garantir la sécurité hydrique avec efficacité.

Mais la finance privée n'est pas prête à investir dans l'eau pour tous, uniquement là où la rentabilité est garantie.

Ceci dit, force est de constater que les éléments mis en relief posent aussi de gros problèmes aux investisseurs privés. Les investissements dans le domaine de l'eau deviennent rentables, selon les critères de la finance privées, seulement dans certains pays, régions, villes et pour certaines activités telles que le traitement des eaux usées et le dessalement. En revanche, la rénovation des égouts dont le coût est très

élevé, tout en étant une activité fondamentale et indispensable, n'est pas considérée particulièrement rentable pour le privé. Pensons aux grosses difficultés que rencontre l'entreprise intercommunale Vivaqua qui gère l'eau de la Région-Bruxelles, en raison, entre autres, de la rénovation des égouts, est moins rentable.

Or, on a déjà signalé (Rapport de l'ONU sur l'eau) qu'en 2050 40% des besoins mondiaux en eau risquent, dans le cadre de l'économie de marché mondiale actuelle, de ne pas être satisfaits. Selon les estimations du GWI (Global Water Intelligence), les investissements mondiaux nécessaires pour répondre aux besoins au cours des dix prochaines années sont de l'ordre de 12 trillions de \$ (12.000 milliards). Face à une telle situation, on prévoit que le monde du business et de la finance ne sera pas prêt à investir des trillions de dollars dans un domaine globalement à risque. L'argent ira ailleurs. "L'eau finance l'eau" pour tous ne tient pas debout. Inutile, dans ce cas, de croire au Père Noël.

Dès lors, si l'on considère que la finance publique n'est pas en mesure de financer l'eau et que la finance privée n'est prête à le faire que seulement là où l'investissement sera rentable, qui financera l'eau dans l'intérêt de la sécurité de vie pour tous, toutes les espèces vivantes comprises de la Terre ? Il faut sortir de l'impasse dans laquelle les pouvoirs dominants, publics et privés, ont mis la population mondiale concernant le devenir de l'eau.

Personnellement je pense que qu'il faut réinventer l'action publique par la conception et la concrétisation d'un système de responsabilité collective de gouvernement des biens communs publics essentiels pour la vie, à partir des communautés territoriales locales et de leurs réseaux.

Les principes fondateurs doivent être la justice, la coopération, le mutualisme et la solidarité. Il est urgent de penser à une génération nouvelle de municipalisation du gouvernement de l'eau, fondée sur la responsabilité directe des citoyens, dont certaines expériences au cours des dernières années ont montré leur pertinence et leur faisabilité.

Dans une société qui se veut démocratique et libre, la meilleure solution c'est l'engagement de responsabilité directe de la part des citoyens. Les citoyens doivent abandonner le système "l'eau finance l'eau" et inventer les nouvelles formes d'auto-gouvernement coopératif et solidaire des biens communs essentiels pour la vie.



LES ARTISTES POUR LA PAIX

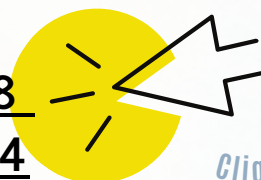
Maria PALATINE, Bernard TIRTIAUX , Pietro PIZZUTI, Luc VAN MASSENHOVE, Grégoire WUILLAUME, Roda FAWAZ, GETCH, B-ASTRE, Jacqueline MURET...

Leurs interventions sont à retrouver sur :

<https://www.youtube.com/watch?v=c6F0L6L-6L8>

https://www.youtube.com/watch?v=-smCEG0Ct_4

cliquez sur les liens pour lire les vidéos





Nous vivons une période d'obscurcissement terrible où plus que jamais notre humanité et notre dignité est mise à l'épreuve.

Le système de prédateurs nous oblige à assister à l'horreur quotidienne d'un génocide, d'une extermination d'un peuple qui continue en ce moment même.

Plus douloureux que la guerre c'est ce sentiment d'impuissance devant tant d'horreur. De ne pas pouvoir réagir, car ces mêmes prédateurs, non seulement ne veulent pas apporter des solutions, mais ils incriminent notre solidarité et nous répriment.

Le peuple palestinien n'était pas seul, des millions de personnes épris de justice et nobles d'esprit ont été mobilisées aux quatre coins du monde. Même dans les contrées reculées, des manifestations salutaires continuaient à s'organiser. Des communautés se sont formées, des associations, des artistes, des avocats, des parlementaires, des intellectuels... la liste est vraiment longue mais nous tous nous n'avons pas réussi à obtenir ne serait-ce qu'un cessez le feu.

Celui du Liban a été obtenu en toute vitesse par Biden qui voulait compenser sa défaite électorale par une réussite diplomatique quelconque et aussi comme il l'a dit lui-même, " pour sauver Netanyahu de lui-même ", et pour cause, l'armée de ce dernier, cherchait une porte de sortie (durant 2 mois elle n'a pas pu pénétrer en territoire libanais ne serait-ce que quelques kms), comme l'a révélé un rapport publié par Haaretz.

On le savait que les vrais détenteurs des décisions de guerre ou de paix sont les USA, ce sont eux qui dirigent, qui arment, financent et médiatisent la guerre. N'est-il pas surprenant que le lendemain de leur blocage au Nations Unies un cessez le feu à Gaza, annoncent le lendemain une trêve au Liban.

Un chiffre révélateur pour montrer cette implication américaine ; 45 milliards octroyés par Washington à Israël depuis le 8 octobre, prolongés par un supplément de 6 milliards lors de la visite de Macron. Si l'on considère comme le rappelle Mostafa Barghouti, le nombre des gazaouis assassinés : 52 milles de morts, cela voulait dire que les contribuables américains ont déboursé un million de dollars pour chaque victime. La guerre contre le Liban c'était " **Guernica sans Picasso** " ou **l'Apocalypse Naw de Coppola**, c'est la politique de la terre brûlée, " **la destruction de l'Homme et de la pierre** " comme on dit chez nous.

Le Liban qui a traversé 7 guerres civiles en un quart de siècle ce qui est un record vous convenez (1978, 1982 (massacre Sabra et Chatila) , 1992 (massacre Qanâ où est né Jésus), 1996, 2000 et 2006 ; Celle de 2024 est la plus meurtrière et la plus dévastatrice : En deux mois, plus de 4000 morts , dont 218 du corps médicale, (médecins et infirmiers) tués en plein travail, 180(défense civile), 20.000 blessés ... 39 villes ont été effacées de la carte, 120. 000 immeubles détruits. Le cout est estimé par 20 milliards minimums.

Comme pour Gaza cette brutalité barbare vise à empêcher la possibilité que la vie reprenne. (On a déversé sur Gaza les premiers 5 mois l'équivalent de 5 bombes de Hiroshima.

Dans cette furie barbare on a même détruit des vestiges romains appartenant au patrimoine de l'Humanité la ville de **Tyr** (la Pompéi du Liban), et de **Baalbek** la ville romaine construite en plein champs de blé de la Bekaa qui nourrissaient à l'époque l'armée romaine et qui a donné à la Méditerranée le surnom de **Mer de Blé**.

Ce carnage et cette destruction ont été causé par des armes américaines les plus modernes et les plus sophistiquées, l'art de tuer à distance.

Nos villes ont été détruites avec des F35 porteuses des bombes qui pèsent 1 tonne (Mark84) et 2 tonnes (Blu 109), **L'intelligence artificielle au lieu d'être utilisée pour le bien de l'humanité, a servi les objectifs meurtriers.** Les services secrets occidentaux ont pris possession de nos bases de données officielles, de nos communications pour nous pourchasser et nous anéantir, (les visés ce ne sont pas seulement les hommes armés : avocats, médecins, anciens militants de gauche ont été liquidés.

On espérait qu'un cessez le feu au Liban allait ouvrir une fenêtre vers l'espoir à Gaza, au lieu de ça, dès le lendemain des jihadistes de Al-Nousra et l'Armée de Libération du Chamet d'autres fractions extrémistes entraînés, armées et financées par la CIA, Israël et la Turquie ont occupé trois villes principales du nord de la Syrie (Alep (ICARDA), Idlib et Hamma(ou se trouve le système le plus séculaire inventé par l'Homme : (l'irrigation par des Norias) . Aujourd'hui ils ont occupé Damas et le risque que cette guerre embrase toute la région est bien réel.

C'était dès le début le vœu de Netanyahu, d'entraîner les USA dans une guerre généralisée. Ces bandes de mercenaires ont déjà annoncé qu'Israël leur a fourni des dromes. Eyal Sivan a commenté l'évènement en disant " qu'il faut bien écouter les bourreaux, les bourreaux ne mentent pas ils affichent leurs intentions et les mettent à exécution "

CONCLUSION

On espérait comme le dit Edwi Pleyel que d'un péril imminent naisse un salut probable, mais cette issue semble un vœu pieux, faute de communauté internationale forte et unie pour l'imposer.

Au lieu que l'Europe reprend son rôle historique et ses valeurs universelles , on assiste à son alignement impérialiste, à son abaissement raciste, jetant la suspicion sur nos compatriotes musulmans et arabes, et rompant avec l'ancienne position équilibrée de sa diplomatie moyen-orientale.

Comment sortir de la plainte pour dire comment doit-on faire pour changer ?

Il faut tout d'abord échapper à la résignation, à l'accoutumance à l'horreur ", ou comme le dit Victor Hugo, " étonner la catastrophe par le peu de peur qu'elle nous fait "

Continuons à être mobilisés. S'accrocher à cet espoir car il est le point angulaire du changement ;

Ayons confiance en nous, aux générations futures qui sont sorties massivement.

N'oublions pas que la mobilisation pour Gaza a dépassé celle contre la guerre du Vietnam et celle de l'Irak ou le mouvement anti Apartheid en Afrique du Sud.

Empêcher Les puissants de tuer la vie qui est en nous

Balayer les illusions sur la démocratie ? Biden n'est il pas souteneur du Génocide ? Trump l'est sûrement aussi.

Continuons à croire **qu'un droit supérieur, celui de la communauté humaine, devait s'imposer aux États et aux nations dont ils se prévalent.** Comme le stipule la charte universelle des droits de l'Homme,

Depuis soixante-quinze ans, la Palestine pose au monde une question morale : celle de la fin et des moyens.

Le fait colonial en Palestine œuvre de l'Europe se retourne contre l'Europe et ses peuples.

Comme le dit **Elias Sanbar**, " **Une paix n'est possible que dans l'égalité des droits. On ne peut certes pas refaire l'histoire mais il faut reconnaître qu'une terrible injustice a été commise en Palestine pour pouvoir la réparer.**

JEAN-CLAUDE POLET

Professeur émérite de l'Université de Louvain

Mesdames et Messieurs,



La paix et la concorde ne sont envisageables que dans la mesure de leur universalité partagée. L'anthropologie étant ce qu'elle est, cette universalité ne peut et ne doit s'envisager que sous deux rapports, idéalement conjoints : la conscience collective et la conscience individuelle. Or, ces deux ordres de conscience sont, chacun, captifs de conditionnements et de contingences que l'exigence de la conscience universelle doit constater, analyser, connaître et maîtriser afin de demeurer indépendante de ces conditionnements contingents.

C'est là, fondamentalement, le propos et l'effort du Manifeste pour la justice planétaire.

Il se fait que, depuis leurs origines, les religions nées dans les diverses civilisations ont prétendu à l'universalité, dès lors qu'elles affirmaient exprimer la réalité anthropologique, cosmologique et métaphysique la plus profonde, conciliant ainsi, a priori, toutes les interrelations de la conscience individuelle et de la conscience collective.

Cependant, en raison de leur diversité, les religions se sont affrontées au nom de leur universalité propre, ignorant absurdement que l'universalité dont elles se réclamaient se trouvait relativisée en soi par la multiplicité divergente de leurs enracinements doctrinaux, historiques, politiques et sociaux, mettant ainsi en question toute possibilité d'une commune universalité anthropologique. C'est ce qui a suscité, depuis cinq siècles déjà, en Occident, la disqualification politique progressive des religions, et cela au nom de l'universalité de la Raison, considérée, en dépit de tout, comme la dimension suprême de la conscience universelle. Parallèlement s'est produit un effort d'élaboration métaphysique qui, soucieux de dépasser les conflits d'universalité, a tenté de hisser la conscience jusqu'en un lieu où pourrait se constater et se vivre l'unité transcendante des religions. En même temps, dans le monde chrétien, était né ce qu'on appelle l'œcuménisme, qui cherche à unifier les différences théoriques et pratiques des confessions chrétiennes que l'histoire a vu naître. Et cet œcuménisme a entendu s'étendre à l'ensemble des religions et des sagesse spirituelles constituées. Car depuis un peu plus d'un siècle, péniblement, au-delà et en dépit des guerres de religion et des violences prosélytes, une rencontre non belliqueuse des religions s'est lentement amorcée. Ce mouvement œcuménique a été et reste fondé sur une disposition spontanée de la conscience humaine, disposition censément essentielle également au cœur de toutes les pratiques religieuses individuelles.

Mais ce mouvement " œcuménique ", où en est-il aujourd'hui ?

Dans le monde, les religions ont repris le sentier de la guerre ou y ont été entraînées, engoncées, empêtrées dans les dimensions doctrinales, historiques nationales, politiques, sociales et morales qui les ont portées, dimensions dont on sait la précarité théorique et la dépendance à l'égard de la puissance économique et financière.

Les guerres actuelles au Proche-Orient et en Europe manifestent avec un tragique éclat l'échec de ces œcuménismes des religions ou des confessions internes aux religions.

Alors, que faire devant cette division et ces hostilités renouvelées des consciences collectives, entraînant dans leur violence les consciences individuelles ?

A mes yeux, deux choses : d'abord, stimuler les consciences individuelles et les faire descendre jusqu'aux ressorts les plus profonds de la conscience humaine universelle, dont les pratiques religieuses essentielles demeurent, malgré tout, des voies d'accès authentiques. Ensuite, stimuler conjointement les consciences individuelle et collective pour les faire accéder aux nécessités objectives, politiques, sociales, juridiques, économiques et environnementales qui peuvent et doivent réformer les pratiques individuelles et collectives. Et cela par l'action, la persuasion, la conviction, animées par l'idéal de la Justice planétaire. Et c'est pourquoi nous sommes ici, aujourd'hui.

JULIEN GRAS

Secrétaire général du MOC (Mouvement Ouvrier Chrétien), Belgique



Au nom du MOC, je tiens à vous remercier pour l'organisation de cette journée du 7/12. En Belgique francophone et germanophone, le Mouvement ouvrier chrétien (MOC) organise l'action conjointe, commune et collective de cinq organisations sociales qui trouvent leur origine dans l'histoire ouvrière chrétienne : la CSC, la Mutualité chrétienne, Vie féminine, les Équipes Populaires, et la JOC. Le MOC est un mouvement social, progressiste, indépendant politiquement et pluraliste, qui développe un projet politique de solidarité et d'égalité par l'éducation permanente, l'action collective et la citoyenneté participative et la lutte contre les exclusions de toute nature.

Avant les élections de juin 2024, nous avons identifié trois enjeux transversaux dans notre plaidoyer politique: les dimensions démocratique, écologique et internationale, sous différents aspects. Il y aurait beaucoup à dire mais les liens sont évidents avec les différentes interventions de ce jour, par exemple autour de communs internationaux.

En effet, puisque les risques majeurs touchent aujourd'hui la planète entière, il serait logique que l'entraide soit également mondiale, que les politiques soient coordonnées entre les différents pays, que les connaissances soient partagées. Bref, la coopération devrait prendre le pas sur la compétition et la concurrence. Protéger la santé de la population ou préserver des écosystèmes (notamment par la lutte contre le dérèglement climatique) pourraient dans le futur être considérés comme des communs mondiaux et être institués politiquement comme tels.

Malheureusement, les derniers résultats électoraux (sur différents continents) ne semblent pas favoriser ce type de mesures. Au contraire, nous devons encore nous battre contre des politiques austéritaires qui attaquent toute une série de droits et qui remettent en question nos services publics.

Alors que faire par rapport ce constat ?

Comme MOC, nous privilégions la délibération collective et la concrétisation d'actions de solidarité et d'expérimentations [1] dans des communes où les services collectifs sont particulièrement affaiblis, tout en tenant compte d'un contexte profondément différent de celui que nous avons connu, désormais marqué par la crise écologique et la mutation numérique. Politiquement, ce qui est en jeu pour nous c'est la capacité de promouvoir des solutions démocratiques portées avec les populations concernées, de manière à contrer efficacement autant les populismes que les solutions autoritaires occupées à compromettre l'avenir démocratique de nos sociétés. Et cela en restant fidèle aux principes de l'éducation populaire (voir, juger, agir).

Bien entendu, ce travail local n'est pas suffisant à lui seul pour changer le rapport de forces dominant. Mais pour nous, ce combat vers plus d'égalité, par petits pas, est essentiel. Plus globalement, des alliances sont nécessaires, à travers notamment des plateformes associatives sur différents sujets. De même, il est également vital de pouvoir se confronter à l'échelle internationale à d'autres visions non eurocentrées des "agendas" prioritaires, afin d'apprendre d'elles et de développer de nouvelles approches face aux défis actuels. Car la résignation face aux politiques menées ne peut jamais constituer une option.

[1] Par exemple autour du logement, de l'alimentation, ou de l'accueil.

PHILIPPE VÉNIEL

Membre de La Gang de La Boisselière et
du Collectif Bassines Non Merci, France



Ami-e-s et camarades,

Avec mes proches de La Boisselière, Laury et Mélissa, nous venons du Marais Poitevin, deuxième zone humide de France. Nous sommes actifs au sein du Collectif Bassines Non Merci (BNM), pour lequel nous réalisons les BNM.TV. Depuis 8 ans, BNM a engagé un bras de fer avec les voleurs d'eau ! Certains d'entre nous se battent, politiquement, pour une agriculture dite " paysanne ", laquelle se voudrait socialement plus juste et respectueuse du vivant.

Aujourd'hui, le collectif BNM rassemble une centaine d'organisations, dont les Soulèvements de la Terre, la Confédération Paysanne, l'Agora des Habitants de la Terre, ainsi que des scientifiques, des réalisateurs et bien d'autres encore.

L'une des manifestations anti méga-bassines a réuni 30 000 personnes à Sainte-Soline (79). Des actions locales mobilisent 400 personnes ici, 10 000 là-bas. Partout dans le monde, des actions additionnées aux nôtres expriment, depuis fort longtemps, un ras-le-bol de la malbouffe, du capitalisme, et du colonialisme. Nous voulons sortir de la théologie du progrès, laquelle tue le vivant.

Au " village de l'eau ", pendant une semaine, 10 000 personnes d'horizons géographiques divers, y compris des représentants d'organisations internationales, ont participé à des débats collectifs ouverts à la confrontation des idées. Des espaces alternatifs s'opposaient aux organismes officiels, lesquels invisibilisent les catégories populaires. Ces dernières, malgré les expériences passées, perdent, selon moi, beaucoup de temps à vouloir être intégrées aux tables des négociations avec l'État.

Relayées par les médias locaux, régionaux et internationaux, les émeutes de Sainte-Soline et " le village de l'eau " ont amplifié cette lutte, devenant une voix pour les zones périphériques et rurales, souvent éclipsées par la valorisation des métropoles. Les populations rurales européennes et les peuples autochtones gagneraient à s'unir, car elles partagent des intérêts culturels et politiques communs. Elles possèdent, notamment dans l'agriculture et l'élevage, des atouts précieux à l'heure de la mondialisation.

Des millions de gens aspirent simplement à vivre dans la diversité et non dans l'adversité et, comme toujours, les dominants font de nous des " casseurs " !

L'Agora des Habitants de la Terre, présidée par notre ami Riccardo Petrella, est en votre Hôtel de Ville, cher Jean Spinette, bourgmestre de Saint-Gilles, pour réaffirmer son engagement. Ses membres, issus de 33 pays, militent pour préserver ce qui est essentiel à la vie :

- L'eau, la paix contre la guerre ;
- La lutte contre la marchandisation de la nature ;
- Le combat contre l'asservissement du vivant.

Riccardo m'a demandé de dire un mot sur " la pauvreté, la guerre, l'eau ".

L'exercice, en raison de mon échec scolaire, m'est pénible, alors voici quelques bribes de connaissances, lesquelles répondront peut-être à vos attentes !?

Les tonalités de mon propos seront dans l'esprit de la définition du mot radical. Ce texte se veut être une boîte à outils. Merci donc de consulter les hyperliens, afin d'en débattre ultérieurement !

" Être radical, c'est aller à la racine des problèmes et à la hauteur des solutions. "

Les violences, que j'observe depuis mon enfance hantent mes pensées et nourrissent notre site (films, documentaires, livres). Qu'elles touchent les paysans, les gens du voyage, les migrants... elles me saisissent, tel un cri d'alerte.

Violences contre les enfants

Mais aussi contre ceux que l'on juge " petits ", réduits au rang de " sous-hommes ".

Violences contre les enfants placés de force, en Suisse, en Creuse, dans des bagnes, des colonies agricoles, des pensionnats, des maisons de redressement, avec la complicité des institutions politiques et religieuses.

Violences contre les récits des femmes, ces dernières réduites par la christianisation à des " vieilles femmes méprisables ", et les Dieux et Déesses des agriculteurs, réduits à la taille des lutins pour les dénigrer et les combattre plus facilement.

Jadis, on disait d'un conte qu'il était de " bonne fame " (et non " femme ").

La définition de " fame " souligne donc que ces contes étaient porteurs d'une bonne renommée, d'une bonne réputation.

Violences radicales : les meurtres de masse, la cruauté...

Des millions de corps assassinés et, en eux, des savoirs incorporés. Des pièces uniques du puzzle manquent au tableau du monde.

Les violences s'expriment dans les cartes du monde, accrochées au tableau noir des classes scolaires. Des images ethnocentrées, où les chemins tracés par l'humanité ne sont pas clairement expliqués, notamment les allées et venues anciennes à travers le détroit de Béring.

En Poitou, des musées exposent langues, traditions, outils et parures comme des vestiges d'un passé révolu, sans éclairer les contextes politiques de leur disparition. Ainsi, l'humiliation des communautés concernées se perpétue. Pour transformer ces espaces, engageons une véritable décolonisation : qu'ils deviennent des lieux de réparation et d'expressions.

Dans les rares démarches de réparation, il arrive qu'un chef d'État ou un pape présente des excuses à un peuple spolié ou colonisé... Pour combattre une domination ou l'éventualité de son retour, je compile presse, films,... pour documenter la condition humaine. Restons vigilants !

Dans l'esprit du film Fahrenheit 451, soyons les œuvres, soyons la forêt !

La guerre, j'en suis pétrifié.

Alors, comme pour les autres sujets évoqués ici, je cherche. Et quand je dis des bêtises, je rectifie, j'affine...

Lilia Ghanem, anthropologue, est bien plus avisée que moi pour parler de la situation au Liban et à Gaza. Je l'écoute attentivement, amicalement, pour comprendre !

Les recherches archéologiques récentes montrent que l'Homme tuait déjà ses semblables à l'époque des chasseurs-cueilleurs. Cela risque de chagriner ceux qui idéalisent le passé lointain ! Ces comportements ne sont donc pas une invention du capitalisme moderne.

Lisez cet ouvrage, il est très instructif : Le Sentier de la guerre, de Zammit et Guilaïne.

Je suggère également la lecture du blog de Christophe Darmangeat : La Hutte des classes, et notamment cet article : " Aux origines de la guerre ", une interview en ligne dans la revue Ballast.

Question à l'ONU : " Où est la sécurité que vous devez garantir ? Où est la paix ? "

L'eau, a été introduite en bourse en 2020, à Chicago.

Pendant que des multinationales comme Nestlé, Coca-Cola et d'autres exploitent sans limite les nappes phréatiques, les membres de Bassines Non Merci (BNM), des Soulèvements de la Terre ou de la Confédération Paysanne sont qualifiés d'" éco-terroristes ".

Pour des raisons coloniales, Mayotte est privée d'eau, et des émeutes liées à l'accaparement de l'eau éclatent dans plusieurs pays, révélant la situation catastrophique dans laquelle survivent les populations.

Je vois des similitudes dans les traitements réservés aux lanceurs d'alerte et à ceux stigmatisés par des termes tels que " fous ", " bougnoules ", " bouseux " ou " sauvages ".

Malgré les victoires judiciaires majoritaires obtenues par BNM, l'État impose par la force, avec de l'argent public, la construction des Méga-Bassines. La FNSEA et ce gouvernement sont indifférents à la disparition de l'outarde canepetière et au massacre de millions de passereaux et d'insectes que provoque l'utilisation de l'agrochimie.

Nous ne comptons plus les heures passées en garde à vue ni les amendes que nous devons payer, tandis que les violences agraires bénéficient du soutien des autorités et que les agressions physiques et morales que nous subissons restent impunies.

Pendant ce temps...

Les va-t-en-guerre – Macron, Trump, Netanyahu, Bolloré, Musk, Arnault et consorts – détruisent, appauvrissent... et s'enrichissent. Leur écologie de façade ne sert qu'à protéger leurs privilèges et à exalter leur cynisme. Il est urgent de soigner ces " fous " de la domination mondiale, dont certains vont jusqu'à menacer de recourir à la bombe nucléaire pour asseoir leur pouvoir. Agissons contre les menaces qui mettent en péril l'avenir de l'humanité !

Je profite de la parole qui m'est donnée pour inviter les écologistes, socialistes et autres " -istes " – que j'ai croisés pendant quarante ans dans les réunions écolos – à s'intéresser enfin à l'écologie décoloniale.

Parmi eux, nombreux sont ceux qui, bien qu'ils votent légèrement à gauche (quand ils votent), vivent sans scrupule selon des valeurs très proches de celles des classes dominantes qu'ils prétendent combattre. Je recommande vivement la lecture, entre autres, des ouvrages de Malcolm Ferdinand.

Par ailleurs, j'invite à une réflexion attentive sur la manière dont les esprits bucoliques ont été façonnés par **l'école de Barbizon**, notamment celle-ci. Certains peintres de cette époque ont exprimé une vision romantique de la nature, influençant profondément notre perception contemporaine de l'environnement, du paysage :

- Les histoires des représentations picturales de la mer ou les cartes postales de la montagne, de la campagne, du Marais poitevin, etc.
- Les représentations de la nature à travers des pratiques comme le scoutisme...

Entre esthétique et industrialisation

L'art, les randonnées et même le survivalisme sensibilisent le public à la beauté, à la santé... L'industrialisation, incarnée par l'essor du train, a contribué à rendre la nature plus accessible. Elle a ainsi popularisé les stations balnéaires ou les séjours à la montagne. À l'époque où les enfants travaillaient dans les mines de charbon, ils venaient respirer " l'air pur " des montagnes pour soigner leurs poumons silicosés. Pauvres gosses, votre place n'était pas dans les mines !

Ces écolos du week-end, adeptes du New Age et héritiers de Monte Verità, tellement absorbés par leur ascension sociale, sont passés à côté des propositions faites par La France Insoumise en 2017.

Stéphane François, historien des idées et politologue français, apporte un éclairage intéressant sur cette communauté installée en Suisse, dans son ouvrage : Monte Verità : colonie et utopies.

Ma posture - Pour rappel, je ne suis membre d'aucun parti ni mouvement politique. Je n'ai aucune disposition à m'aligner. Ce choix de garder l'esprit libre me coûte des revenus modestes et bien d'autres difficultés. Je n'aspire donc pas à vous faire signer une adhésion à LFI.

Cependant, La France Insoumise proposait dans son programme des mesures ambitieuses,... Cette frange des écolos/socialos, trop paresseuse ou peu encline à prendre le temps de lire les livrets de L'Avenir en commun, est restée tranquille dans son entre-soi.

Un regard sur le passé

Toujours tournée vers l'avenir sans jamais jeter un regard en arrière, cette bourgeoisie faussement humble, coincée culturellement entre les ruraux et les périphériques, refuse de s'enrichir des leçons du passé. Issue souvent des classes prolétaires, elle considère fréquemment ce passé culturel comme une charge à renier. Pourtant, ce passé leur appartient, comme à nous tous. Nous sommes tous, d'une manière ou d'une autre, les héritiers d'une culture paysanne et ouvrière. Celle-là même que Voltaire décrivait ainsi : " Le peuple ressemble à des bœufs, à qui il faut un aiguillon, un joug et du foin. "

Ces farfelus, bien qu'ils ne soient pas ignorants des politiques d'austérité qui frappent durement les plus appauvris – ceux-là même avec qui ils partagent des liens familiaux ou sociaux – préfèrent dissenter dans les salons d'une gauche connectée, que l'on pourrait qualifier de " gauche bleue " ou de " gauche décomplexée ". **15**

Certains n'hésitent pas à rejeter la faute sur " les bœufs, à qui (dit Voltaire) il faut un aiguillon ". Se conformant à des postures ambiguës vis-à-vis des forces de l'ordre, ceux-là prétendent savoir, toujours mieux que les prolos, comment et quoi dire pour que les causes communes soient entendues des dominants.

Les bourgeois cools, de l'éducation nationale ou du travail social, aiment les associations loi 1901 et les tiers-lieux. Supposés plus qualifiés que les prolos, ils y occupent des fonctions, créent des postes pour " les jeunes ", et développent de douces activités lucratives. L'État a su soutenir 3 500 tiers-lieux en France. Oui, mais, "Les histoires d'amour finissent mal, en général !"

Quand l'État soutient l'éducation populaire et que les cools dirigent un tel mouvement rebelle au libéralisme, les subventions et les salaires ne tardent pas à endormir les luttes. Si tu as le malheur de signer " le contrat d'engagement républicain ", il te faudra : (engagement n°1) respecter les lois de la République. Tôt ou tard, il te faudra raboter tes engagements politiques, sous peine du retrait d'une subvention par m'sieur notre maître. Ben oui, les crédules, vos tiers-lieux ne sont pas les maisons du peuple au milieu d'un rond-point ! À ces écolos/socialos, je recommande vivement une immersion régulière dans notre sentimenthèque. Après tout, c'est gratuit !

Critiques et reconnaissance

Malgré mes critiques mordantes envers ces individus politiquement ambigus, je leur reconnais un rôle important dans la résistance à des projets destructeurs. Sans la diversité des engagements, nos adversaires auraient probablement déjà remporté la partie.

Cela dit, n'étant pas porté aux concepts tels que " l'espoir " ou " la lumière au bout du tunnel ", je crains que la société entière ne finisse par succomber à la propagande du " libéralisme ". D'ailleurs, bon nombre l'aiment déjà " un peu, beaucoup, p..... " !

Restons unis dans nos luttes, malgré mes reproches. Cela dit : je continuerai à me chauffer au bois de vos chapelles et statuettes !

Un appel à une écologie révolutionnaire

Optons, rapidement pour une écologie révolutionnaire, dans l'esprit des Gilets jaunes, en rejetant l'écologie du politiquement " neutre engagé " de certains CPIE (Centres Permanents d'Initiatives pour l'Environnement) ou de certains Parcs Naturels.

Parmi ceux qui m'exaspèrent, figurent les responsables de l'expulsion de 12 500 sans-abris d'Île-de-France avant les Jeux Olympiques de Paris.

Cette festivité, empreinte de l'esprit coubertiniste, a célébré une flamme qui, en 1936, convenait bien à l'idéologie nazie. Pour l'événement, la région Nouvelle-Aquitaine a alloué un budget total de 900 000 euros pour accueillir ce " symbole de pureté ", alors qu'il n'y a pas suffisamment d'argent pour que des personnes survivent dans des conditions déplorables.

Pour garantir le bon déroulement de la fête, 55 000 agents issus de diverses forces de l'ordre quadrillent, barricadent, engrillagent et surveillent tous ceux qui n'appartiennent pas à la classe moyenne ou haute de la société.

Dans les bars, les gares, les parcs, les magasins ou le métro, la reconnaissance faciale piste sans relâche. Les drones, les chiens et les contrôles d'identité incessants ciblent prioritairement les personnes à la peau non blanche.

En ce 7 décembre 2024, tandis que nous sommes réunis à Saint-Gilles (Bruxelles), la renaissance architecturale de Notre-Dame est célébrée en grande pompe.

Aux premiers rangs de cette cérémonie figurent des complices des massacres survenus à Gaza. Le pape François, pour sa part, a choisi de ne pas participer à cet événement.

Pendant ce temps...

Suite à l'enveloppe supplémentaire de 15 milliards d'euros, sur cinq ans, allouée au ministère de l'intérieur dirigé par Darmanin par rapport aux crédits précédemment accordés, un appel d'offres de 27 millions d'euros vient d'être lancé en cette fin d'année 2024 pour des grenades de désencerclement. 240 grenades par jour

pourraient être utilisées en France en 2025.

L'argent existe pour financer ces armes, mais pas pour éradiquer la vie misérable des gens déclassés.

Pendant ce temps, une partie de la jeunesse renonce à avoir des enfants dans un monde qui brûle.

À cette question : “ Quel monde allons-nous laisser à nos enfants ? ”, Jaime Semprun pose cette autre question : “ À quels enfants allons-nous laisser le monde ? ”

La paix contre la guerre doit être solidarité, coopération, justice sociale, éducation, entraide... Mais il ne faut pas dire ces mots pour faire joli, ou attendre qu'une divinité exauce un vœu. **C'est à nous tous de transformer ces mots en actes.**

Faisons l'inventaire de ce qui nous appauvrit l'esprit.

Organisons une grande fête annuelle pour symboliser l'enterrement de notre médiocrité.

Plutôt que de fêter nos anniversaires – attendu que nous n'avons rien fait pour gagner notre âge –, engageons-nous à être scrupuleux en faveur du commun. L'argent d'un cadeau économisé soutiendrait, par une cotisation, les grévistes révolutionnaires.

Ce sera un cadeau collectif, moins autocentré, plus écologique, où chacun y gagnera en humanité !

Pour cela, soyons dans l'esprit de la “ common decency ” d'Orwell !

Que des professeurs soient formés pour enseigner “ l'anthropologie pour tous ”.

Ainsi, nous serons en mesure de répondre à une question essentielle, et pour une pacification générale : “ C'est quoi, l'Homme ? ”.

Je pense qu'il est crucial d'affaiblir l'anthropocentrisme ainsi que le panekhthrisme, cette vision qui voit en “ l'étranger ” un ennemi hostile.

Répondons aux questions fondamentales des enfants :

- “ Ça veut dire quoi, habiter ? ” - “ C'est quoi, une haie ? ”

J'ai appris, lors d'une Brève improvisation sur les haies par l'anthropologue et ami Jean-Loïc Le Quellec (JLLQ), qu'en ancien haut allemand, hegga signifie “ pieu, palissade ”, et que hegge, en néerlandais, désigne la “ haie, la clôture ”.

En latin, rex signifie “ roi ”. Un enfant pourrait demander : “ Pourquoi tu parles du roi et de la haie ? ”

Le roi, c'est celui qui donne la direction du tracé qui marquera le domaine. Cette saignée est faite dans la terre avec une araire. Vous saurez la suite, en écoutant “ l'improvisation ” de JLLQ !

La haie n'est donc pas seulement l'œuvre de la nature, un coupe-vent hébergeant une biodiversité. La paysannerie d'Europe, polythéiste, avait ses Genius Loci, et Hagatsuza fut la déesse de la haie. Pour ceux que cela intéresse, lisez La Cité de Dieu de Saint-Augustin : il y évoque les dieux et déesses des haies des agriculteurs.

Pour ma part, je vis très bien sans ces divinités ! En revanche, j'aime cultiver et me cultiver. Je suis profondément attaché à ce que chacun se comporte avec religion, entendue comme respect et attention à autrui. Si nous avions plus de temps, nous pourrions évoquer ces êtres qui, jadis, habitaient les haies, les maisons, les fontaines. Malgré la christianisation, ils demeurent dans la mémoire populaire. Près de 8000 heures d'enregistrements, notamment en Poitou, de 1960 à nos jours, témoignent des relations qu'entretenait la paysannerie avec son environnement : bâtir, cultiver, préserver,...

Jean-Loïc Le Quellec, dans sa conférence, offre des clés pour comprendre en quoi le remembrement a, d'une certaine manière, supprimé le biotope des divinités et, par extension, les cultivateurs eux-mêmes.

Les élu-e-s et toutes les personnes attachées aux haies devraient, selon moi, écouter et lire certains anthropologues, notamment Charles Stépanoff, dont le dernier ouvrage, Attachements – Enquête sur nos liens au-delà de l'humain, est une ressource précieuse.

Ces lectures pourraient offrir des leviers politiques complémentaires pour s'opposer aux logiques de financiarisation du vivant.

Le mot “ école ”

Soit dit en passant, “ école ” signifie “ étude dans le cadre d’un temps libre ”. Je n’ai jamais connu cette école-là ! En revanche, en enquêtant des paysans, des ouvriers, des maraîchin-e-s, ainsi que des enfants pendant leurs récréations, j’ai beaucoup appris. L’ambiance était toujours agréable, agrémentée d’une boisson et d’un morceau de tarte. Leurs connaissances, notamment en ce qui concerne leurs rapports aux oiseaux (chasses, contes, imitations, musiques, mimologismes, dictons météorologiques,...), surpassent celles des ornithologues que je connais, lesquels animent des ateliers pour la jeunesse du pays.

Les organisateurs du Festival international du film ornithologique de Ménigoute, ainsi que les étudiant(e)s de l’IFFCAM, devraient puiser dans les savoirs de la paysannerie (ces “ inférieurs à civiliser ”), ainsi que dans la littérature des anthropologues cités ici ! Ces organisateurs du “ spectacle des animaux ”, ainsi que les élu(e)s et les financements régionaux/Européens, la communication (radios/TV/presse écrite), la vente du matériel pour observer “ la vie sauvage ”, les stands des organisations de la “ protection ” de l’environnement, tout ce monde montre au public une Nature où la Culture (au pluriel), est quasi absente. Il faudrait sérieusement prendre le temps de parler des festivals écolos, de leurs produits ésotériques présentés dans une ambiance douce d’un “ esprit sain dans un corps sain ”. Nous pourrions parler **du développement personnel**, des adeptes de **Rudolf Steiner**. L’approche collective de ces sujets, nous permettra d’élaborer une écologie révolutionnaire et décoloniale, dans l’esprit “ des jours heureux ” du **Programme du Conseil national de la Résistance** !

Jules Ferry, colonialiste convaincu, déclarait : “ Les races supérieures ont un droit et un devoir de civiliser les races inférieures. ”

Dans ce contexte, l’école de son époque s’est également attachée à éliminer...

Les “ patois ” - Dans L’Encyclopédie de Diderot et d’Alembert, sont définis comme une “ manière vicieuse de parler encore par quelques paysans ”. Quant au terme paysan, il est décrit comme un “ personnage rustre ”.

Les méthodes employées par certains enseignants pour éradiquer les patois furent souvent brutales : punitions, humiliations, et parfois coups de règle sur les doigts pour avoir dit un mot dans sa langue “ maternelle ”. Ces pratiques, infligées à de nombreux ruraux, n’avaient pas besoin d’être systématiques pour marquer durablement les esprits : il suffisait d’un exemple pour faire comprendre les règles à toute la classe.

Ces violences, longtemps passées sous silence, s’expriment depuis quelques années. Mais elles ont laissé des traces profondes, retournant souvent les victimes contre elles-mêmes, au point de renier leur propre milieu. Dans cette quête d’uniformité et d’adhésion au “ progrès ”, ces méthodes brutales n’ont-elles pas joué un rôle clé dans l’abandon d’une grande partie de leur héritage culturel et matériel ? Meubles, outils, maisons, vergers, accents...

Plutôt que la morale “ laïque ”, contre les appauvris,

j’aurais aimé que l’école m’apprenne que le sens du mot religion n’est pas “ relire ” en latin, mais **scrupule**. Comme l’explique Émile Benveniste dans Le Vocabulaire des institutions indo-européennes, les Latins se souciaient moins des croyances individuelles que des règles et des rites partagés. Ils acceptaient volontiers la diversité des visions du monde.

Nos responsables politiques, religieux, et toutes les personnes souhaitant une organisation sociale de qualité devraient se comporter avec religion. C’est-à-dire, avec scrupule et respect des règles communes, à la manière des Romains. Je recommande la lecture de Jean Pouillon, notamment son texte Croire, où il écrit : “ C’est l’incroyant qui croit que le croyant croit. ”

Le renoncement de ce mot piégé, habité par le couple croyance/incroyance, éviterait bien des débats stériles, des violences verbales, et pire encore, les conflits où l’on tue pour imposer sa vérité.

Le capitalisme actuel en France n’a pas de scrupules lorsqu’il s’agit de piller ou de polluer. L’assèchement des marais ou la destruction des zones humides classées Natura 2000 en sont des exemples criants. Sous couvert de “ préservation de la nature ”, on déplace des habitants comme les Moken (le peuple qui plonge), les coupant de leur milieu, et envoyant leurs enfants à l’école.

Face à ces pratiques, nous devons non seulement manifester, mais aussi enquêter sur l'histoire des rapports de l'Homme à la nature et à l'Autre. Cela implique d'ouvrir des universités gratuites pour tous, afin d'y étudier ces sujets cruciaux. Par exemple, le chapitre 10 du livre *Attachement* de Charles Stépanoff, éclaire particulièrement les implications de la domestication et de l'auto-domestication.

Le remembrement : une blessure sociale

En France, la loi du 9 mars 1941 a imposé brutalement le remembrement, souvent qualifié de “démembrement” par les ruraux. Cette loi, adoptée sous le régime de Vichy, a bouleversé la vie de nombreuses communautés, détruisant leurs terres et leur mode de vie. Aujourd'hui encore, cette logique de violence se poursuit : les forces de l'ordre, équipées d'armes de guerre, ont été déployées à Sainte-Soline. En Poitou, nous connaissons bien ces violences, car des terres agricoles et des fermes ont été réquisitionnées pour y installer des terrains militaires, comme à Fontevraud (1880) ou Avon (1950). L'État devra rendre des comptes sur ce saccage social et rural. Des excuses officielles devront être présentées pour cet ethnocide.

Colonialisme et mémoire

Depuis mes 5 ou 8 ans, je suis comme traversé par le continuum colonial. La Controverse de Valladolid, ce film aidera à réfléchir sur notre passé et sur l'avenir que nous voulons construire. Lutter contre la colonialité, ce n'est pas juste décoloniser les idées incorporées, mais rééquilibrer les rapports de pouvoir dans la vie matérielle des gens appauvris. “Marinaleda - Les insoumis”, est pour moi un exemple à suivre !

Je suis hanté par les récits macabres et les injustices - (la liste n'est pas exhaustive)

- Les récits familiaux de la guerre (14-18), puis de l'Algérie (1954 à 1962).
- Le mépris à l'égard des ruraux, qualifiés de “ploucs”, un stigmatisme que ma famille et mes proches connaissent bien.
- La condition sociale de mes parents, des Beurs, des Turcs, et autres communautés, entassés ensemble dans des cités H.L.M. Nous avons un “continuum colonial” commun. Je suis un Indigène de la République blanc de peau !
- Les récits des historiens sur les zoos humains.
- Les témoignages des “nomades”, entravés dans leur circulation, assignés à résidence. Les “gens du voyage” sont toujours parqués près des poubelles industrielles, coincés entre une autoroute et une voie ferrée, ou relégués à proximité d'une déchetterie. J'ai un souvenir ému de mes échanges avec Jacques Sigot et Poulouche, lors d'une projection du film de Abdelali Boutibi : “Les oubliés de Montreuil-Bellay”.
- 48 degrés Celsius, Algérie, 2017.
- Sous pression de l'Union européenne, plus de 13 000 personnes furent abandonnées dans le désert du Sahara. Femmes enceintes, enfants, sans eau, sans nourriture.

Alimentation : un choix vital

Ami-e-s, la bouffe industrielle que j'ai mangée durant mon adolescence n'est pas tombée du ciel ! Aujourd'hui, le scorbut, une maladie que l'on croyait disparue depuis le XX^e siècle, fait son retour en France. Cette réalité tragique illustre la dégradation de nos modèles alimentaires.

- **Chariot de supermarché en main, choisissons notre modèle agricole.**
- Refusons d'acheter de la nourriture empoisonnée.
- Consommateurs, maraîchers, marchands, unissons-nous contre les industries de la mort.
- Rejetons l'expansion du libre marché et la compétition internationale des prix agricoles.
- Opposons-nous à l'alliance économique Mercosur.

Reprendre le contrôle de notre temps libre - “Ne nous laissons pas faire !”

Libérons notre temps volé par le patronat, et œuvrons à mettre en place une perspective écoféministe de subsistance, à notre propre horloge.

“Ce n'est pas la richesse qui manque dans ce monde. C'est le partage.”

Nous sommes tous enfermés dans des logiques de profit, y compris les appauvris.

La vie, la dignité, et la solidarité doivent primer sur l'accumulation des richesses. Stoppons l'exploitation de l'Homme et des autres animaux, ces derniers traités comme des objets, dépourvus de sensibilité.

L'appauvrissement de l'humanité n'est pas une fatalité ; il est sans complot mais planifié.

C'est le fruit pourri de politiques délibérées et de dynamiques complexes de domination. Depuis deux décennies, le nombre de milliardaires a doublé, tandis que les écarts d'accès à l'eau et à la santé entre riches et pauvres deviennent insoutenables.

Des solutions pour une vie digne

Jetons à la ferraille le “ revenu universel ”, cette tromperie du capitalisme, et adoptons des solutions concrètes :

1. **Mettons en œuvre le salaire à vie** proposé par Bernard Friot et Réseau Salariat.
2. **Créons une sécurité sociale de l'alimentation**, en rejetant la fabrication d'objets polluants et de nourriture de mauvaise qualité.
3. Réduisons notre dépendance aux banques grâce à des pratiques d'entraides, comme la construction et la rénovation de nos logements, des jardins partagés,...

À titre d'exemple, à La Boisselière, nous avons dernièrement restauré une seconde maison de 200 m², des fondations à la charpente, pour seulement 16 000 €, grâce à des matériaux récupérés et des achats à prix réduit. En deux ans, cette somme peut être remboursée avec un salaire moyen.

En comparaison, rembourser un prêt de 125 000 € pour une maison de 120 m² en Nouvelle-Aquitaine, prendrait environ 25 ans.

Ensemble, “ un autre monde est possible ! ”

Grâce aux économies réalisées en évitant 23 années de remboursements, nous avons transformé notre quotidien et notre milieu :

- **3 140 arbres plantés** sur nos 4 hectares, pour les fruits et le bois de chauffage.
- **La restauration complète** d'une deuxième maison de 100 m².
- **Un potager de 1 000 m²**, offrant une autonomie totale en fruits et légumes pour 5 personnes et demi, tout au long de l'année.



Une autonomie maîtrisée

Pour répondre à nos besoins financiers, nous travaillons seulement lorsque nécessaire, consacrant un temps minimum à un employeur. Cela nous permet de libérer des plages horaires conséquentes pour nos engagements politiques et autres desseins.

Depuis 2016, **70 personnes** (âgées de 18 à 40 ans) ont participé à des expériences de Wwoofing à La Boisselière.

Selon Wwoof France : “ 85 % de nos adhérents (fermes et bénévoles) affirment que le Wwoofing a transformé leur vie : acheter bio, privilégier les circuits courts, cuisiner davantage, quitter les villes... Et 5 % d'entre eux (soit environ 2 500 personnes) sont même devenus paysans ou paysannes au cours des cinq dernières années. ”

Réfléchir à nos besoins autrement - Inspirés par les thèses de Bernard Friot et son concept de “ salaire à vie ”, nous réfléchissons à nos besoins sous un angle moins marchand, moins dépendant du produit intérieur brut (PIB).

Imaginez : les jardinets transformés en pelouses et les jardins privés en France, si cultivés par leurs propriétaires, pourraient offrir une alternative incroyable. En additionnant ces surfaces, cela représenterait près de **1 million d'hectares** !

- **Exemple** : Jean-Martin Fortier, maraîcher québécois, cultive moins d'un hectare pour nourrir 200 familles. Avec une approche bio et moins intensive, un hectare pourrait nourrir jusqu'à **400 personnes**.
- **Calcul pour la France en 2024** :
 - Population totale : 68,4 millions.
 - Nombre d'hectares nécessaires : $68\,400\,000 \div 400 = 171\,000$ hectares.
 - Résultat : il suffirait de 171 000 hectares pour nourrir toute la population française en légumes !
 - Avec 1 million d'hectares, nous pourrions nourrir 400 millions de personnes.

Vers une société plus solidaire - avec un salaire à vie :

- Moins de compétition entre individus.
- Des besoins fondamentaux garantis pour tous.
- La possibilité de travailler moins, produire mieux, et pour le bien commun.

Ce temps libéré offrirait :

- La possibilité de s'impliquer dans des actions collectives.
- Du temps pour lire, s'occuper de ses enfants ou des personnes âgées.
- Une qualité de vie renforcée pour tous, sans pression liée à la survie économique.

Ce pas de côté... est en cours, et vous êtes chaleureusement invités à La Boisselière pour y participer, échanger des idées... et lever un verre !

En guise de conclusion

Quand la précarité frappe à chaque hiver,
et que **6,2 millions de dollars sont dépensés** pour une banane scotchée au mur,
ce n'est pas de l'art, c'est une connerie en barre !
Face à cet achat d'un fruit probablement pollué au chlordécone,
je pense aux 172 millions de repas distribués en France,
aux enfants affamés de Gaza, du Liban,
et de tant d'autres régions du monde.

Urgence éducative

Il est crucial d'instruire les jeunes générations à **une anthropologie, que tout le monde peut entendre !**

Merci d'avance :

- Aux journalistes et enseignants,
- À vous toutes et tous, ici présents,

... de vous intéresser aux livrets publiés par OLO collection.

Renseignez-vous, interrogez :

- Les anthropologues et sociologues, tels que JLLQ,
- Les professeurs et étudiants ayant contribué à cette démarche audacieuse !

Un appel - À vous, ami-e-s et camarades,
qui avez eu la patience de m'écouter ou de me lire,
portons ensemble ces sages paroles :

“ Fais bon accueil aux étrangers : car toi aussi, tu seras étranger. ”

À toi, habitant du globe terrestre, dont chemin faisant je suis fait :

Cheval, hérisson, lune, abeille, oie, chien, coq, alouette, cochon, grands-parents paternels, anguille, cerf, ami-
es, passereaux, oncle et tante maternelle, écrevisse, fourmis, lézard, forêt, contes, légendes, plaintes,
mythes, épervier, écureuil, girafe, loup, terre, pissenlit...

À vous toutes et tous, humains et non-humains,
proches et lointains, connus et inconnus qui inspirez mes vagabondages...

À vous qui avez bu l'eau du puits creusé à 33 mètres par mon arrière-grand-père,
et à toi, qui partages l'eau d'un autre puits : **No Bassarín !**

Pour La Gang de La Boisselière,
Philippe Vénier

Remerciements chaleureux :

À mes amis (ils se reconnaîtront), pour leurs relectures et amendements de ma contribution du 7 décembre 2024.

GEORGES ROBERT

Membre de la Communauté de la Poudrière, Bruxelles



10.000 !

Récemment, nous apprenions qu'ici à Bruxelles, capitale de l'Europe, il y aurait 10.000 sans abris !

10.000 êtres humains forcés de vivre dans la rue... Comment cela est-il possible dans une société qui prétend assurer des droits à ses citoyens ? Le “ droit au logement ” est-il encore un droit ?

Et bien non ! Le logement, tout comme l'eau cotée en Bourse, est un marché comme les autres, dominé par des sociétés privées dont le seul but est l'accumulation de profits. Combien de logement ne sont-ils que des “ résidences secondaires ” pour touristes, vides 11 mois sur 12 ? Combien de logement sont-ils ubérisés, à la merci d'une inflation du prix de location ? Combien de logements sont-ils abandonnés, leurs propriétaires considérant qu'il est moins cher de payer une taxe ou une amende plutôt que d'investir dans la rénovation ? Combien de collectifs de squatteurs sont-ils expulsés manu militari au nom de la propriété privée ?

Le logement est donc un marché comme les autres... S'ajoutant aux multiples injustices et inégalités qui frappent les habitants de notre monde. Face à cela, des citoyens, des collectifs, des ONG s'activent : distribution de couvertures ici, ouverture de refuges là, distribution de repas ailleurs...

Mais ces injustices et ces inégalités ne sont pas des fatalités. Elles sont le produit d'une superstructure qui a un nom : le capitalisme. Dès lors, il importe que les actions de solidarité évoquées s'inscrivent dans une perspective anticapitaliste, faute de quoi nous tombons dans la charité et la bonne conscience, perpétuant par là un système inégalitaire.

Aujourd'hui, même les classes moyennes, vues encore il n'y a pas si longtemps par les travailleurs comme le Graal de l'ascension sociale, sont frappées de plein fouet par les effets délétères des crises successives. Sans compter la dégradation des conditions de travail dans les services publics. Pénurie d'enseignants dans les écoles, pénurie de médecins et d'infirmiers-ères dans les hôpitaux, pénurie de personnel dans les cours et tribunaux, burn out généralisé dans les entreprises, etc.

Ajoutons à cela la montée des populismes et des fascismes décuplée par les discriminations et les haines répandues par les réseaux “ sociaux ”, ce que nos amis zapatistes ont appelés la “ quatrième guerre mondiale ”, c'est-à-dire la guerre de tous contre tous. Face à l'ampleur des défis auxquels nous sommes confrontés, nous pourrions baisser les bras, croire que changer le monde est devenu impossible. Et pourtant...

Aujourd'hui, nous avons besoin d'un nouveau " grand récit " émancipateur, tout comme d'autres grands récits ont façonnés l'histoire des luttes : les Lumières et la Déclaration des droits de l'homme de 1789, le rêve d'une grande révolution sociale (communiste, socialiste, anarchiste) des ouvriers de la fin du 19^è siècle,... Certes, nous avons aussi connu des grands récits mortifères, comme les fascismes des années 30-40, comme aujourd'hui celui du capitalisme.

C'est là que la convergence des luttes ne peut que s'inscrire dans une perspective anticapitaliste : qu'il s'agisse de communautés autogérées, de zones à défendre, de collectifs de citoyens, des jeunes marchant pour le climat, de solidarité internationale, ou de l'Agora des habitants de la Terre, tous et toutes nous pouvons contribuer à faire émerger ce nouveau grand récit humaniste, égalitaire et libertaire, l'anticapitalisme en étant la condition.

En 1871, Eugène Pottier a écrit l'Internationale, chant révolutionnaire dont deux lignes m'inspirent : " Nous ne sommes rien ", car en effet, pour les capitalistes, nous ne sommes rien que des " variables d'ajustement " ou des consommateurs à gaver...

Et " soyons tout ". Soyons toute l'humanité, soyons toute la biodiversité, soyons toute la vie, soyons tout l'espoir !



Communauté de la Poudrière, Bruxelles

EMMANUEL HALLARD

Membre du Mouvement Action
Paysanne (MAP), Bruxelles



Initiatives citoyennes et “ Charte des Communes Paysannes en Région Wallonne et à Bruxelles ”.

L’assujettissement du monde paysan à logique du marché est très préoccupante.

Les producteurs sont dominés par les forces du marché, par les géants de la grande distribution et l’industrie de la transformation qui imposent ses prix. Les traités de libre échange, l’abandon des régulations (tarif douanier, quotas maximum à ne pas dépassé, prix minimum garanti, rachat des stocks par l’état) a créé une situation où les agriculteurs du monde entier sont mis en concurrence afin de permettre à ces géants de l’économie de racheter “ les matières premières à bas prix ”. Avec pour conséquence la disparition de millions de paysan en Europe, la concentration foncière.

En parallèle, on constate l’agrandissement des unités de production, l’intégration verticale (des grands groupes parviennent à avoir une influence déterminante sur toute la chaine des valeurs, de la production à la distribution), l’apparition de phénomène d’accaparement des terres ...

Face à ces logiques de dominations, des initiatives collaboratrices émergent en Région Wallonne pour permettre aux producteurs de ne plus vendre leur produit à ces géants, créer de circuits courts destinés directement aux citoyens-consommateurs, renforcer les liens entre producteurs, consommateurs, les liens entre citoyens et monde agricole.

Quelles sont les formes de ces initiatives ?

Des groupements d’achat collectifs où les consommateur-citoyens se déplacent pour enlever leurs paniers ou venir récolter sur le champ, des coopératives de distribution qui associent producteurs et consommateurs où les coopérateurs participent à la gestion des points de vente, des épiceries sociales, etc. Des coopératives de producteurs existent également et d’autres se créent cherchant à renforcer les liens entre les producteurs et les citoyens.

Ces initiatives semblent dérisoires face au pouvoir de la finance et des géants de l’industrie alimentaire.

Et pourtant, malgré les critiques essuyées, ces acteurs et initiatives citoyennes ne manquent pas de créativité collaboratrice et constituent autant d’actes de résistance face à ces logiques de domination. Pourquoi des actes de résistance ? Car ces acteurs veulent produire des produits sains sans agrotoxiques, tout en respectant les écosystèmes et le bien être animal. Ces acteurs veulent être indépendant des géants de l’agro-alimentaires. Ces acteurs évoluent, de même que leurs initiatives.

Le MAP souhaite encourager ces initiatives qui associent paysans et consommateur, paysans et citoyens pour se libérer du joug de ces géants et de la logique du marché.

L’objectif d’émancipation est posé bien que les moyens organisationnels sont probablement destinés à évoluer. **Nous souhaitons de fond du cœur appuyer ces formes de résistance collaboratrice et demandons à tous les niveaux de pouvoir dont le niveau communal, d’aider ces initiatives ainsi que les producteurs locaux.**

Tous les niveaux politiques doivent agir concrètement en faveur des droits des paysans

Au niveau européen, la déplorable pression de la Commission Européenne pour faire adopter le projet de traité commercial “ UE-Mercosur ”, montre bien le soutien de la Commission aux géants des systèmes alimentaires. Ce projet doit être abandonné pour de nombreuses raisons dont la perte de souveraineté alimentaire tant au Sud qu’au Nord et le renforcement des logiques agro-industrielles. Des régulations urgentes doivent être mises en place pour réduire les importations de produits agricoles sensibles, tels que le soja, le bœuf, le maïs, l’éthanol, le poulet, car ces produits participent directement ou indirectement à la déforestation, l’accaparement des terres par les acteurs agro- industriels, l’affaiblissement de la paysannerie tant au Sud qu’au Nord.

Au niveau régional, nous demandons la création en Région wallonne, d’un organisme de régulation des transactions foncière agricoles afin de lutter contre la concentration des terres, l’accaparement des terres par des acteurs spéculatifs et favoriser l’installation paysanne. Les terres agricoles ne doivent plus être considérées comme de “ simples objets marchands ” que des acteurs spéculatifs ou puissants (banques, industries alimentaires) pourraient racheter à leur guise. La puissance publique doit pouvoir refuser à ces acteurs puissants de racheter des terres agricoles car celles-ci constituent un patrimoine façonné par des pratiques ancestrales, une histoire, des luttes.

En France les SAFER ((Société d’aménagement foncier et d’établissement rural avec des missions d’intérêt général, sous tutelle des ministères de l’Agriculture), peuvent refuser par exemple à une entreprise étrangère d’acheter un vignoble, à une entreprise spéculative, à un puissant acteur agricole d’acheter des terres.

- CHARTE DES COMMUNES PAYSANNE -

Au niveau communal, nous demandons que les Communes s’engagent à signer un projet de Charte des Communes Paysannes, que le MAP a rédigé à leur attention, et actionner les leviers dont elles disposent sur leurs territoires. Les Communes peuvent définir elles mêmes les mesures prioritaires adaptées à leurs contextes.

1. Certaines Communes bruxelloises et wallonnes possèdent des terres agricoles. Nous demandons qu’elles soient attribuées à des producteurs locaux afin de valoriser les circuits courts.

2. La plupart des Communes gèrent un réseau d’établissements scolaires, de maisons de repos (etc), qui passent des contrats à des entreprises pour la livraison des repas alimentaires ou l’approvisionnement des cuisines des restaurations collectives. Nous demandons qu’elles valorisent les producteurs locaux.

3. Les Communes ont leur mot à dire concernant l’implantation d’unités de distributions alimentaires (supermarché, etc) en donnant leur avis par exemple lors de la délivrance des permis d’urbanisme ou d’exploitation. Nous demandons aux Communes, de valoriser les unités de distributions alimentaires solidaires du monde paysan : coopératives associant producteurs et consommateurs, etc.

4. Marchés paysans. Les communes peuvent valoriser les marchés réellement paysans (circuits courts)

5. Les communes pourraient participer à des projets pilotes dans le cadre de la sécurité sociale de l’alimentation, en favorisant l’accès à des aliments sains issus des circuits courts

6. Les communes pourraient participer à des projets pilotes afin de favoriser la participation sociale pour l’appui des circuits courts alimentaires.

7. Les communes pourraient favoriser la participation sociale, pour l’orientation des politiques alimentaires locales, les ceintures alimentaires, etc

(1). “ La rédaction de cette charte s’est fait sur base de la Déclaration des Nations unies pour les droits des paysan(nes) et des autres personnes travaillant dans les zones rurales ” afin d’agir au niveau communale et rejoindre le niveau global ” p3. (Interpellations des instances supérieures) La Charte des Communes paysannes. Mars 2024. MAP-EPI asbl. <https://www.lemap.be/CharteCommunesPaysannes>

JEAN-CLAUDE OLIVA

Directeur de la Coordination Eau Île de France et Président de la régie publique de l'eau d'Est Ensemble.



Je remercie Riccardo Petrella pour cette initiative qui nous réunit aujourd'hui. Je salue les collègues de l'Agora des habitants de la Terre.

Riccardo Petrella a été le grand inspirateur du droit humain à l'eau à la fin des années 1990, en réponse à la marchandisation de l'eau.

Le droit humain à l'eau et à l'assainissement a été reconnu par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2010. La France a voté pour mais ne l'a jamais retranscrit dans son droit interne. Pourtant cela ne nous empêche pas d'avancer. Pour preuve la bataille victorieuse menée de 2014 à 2018 contre les coupures d'eau pour impayés.

En 2014, la loi Brottes interdit les coupures d'eau pour impayés dans les résidences principales tout au long de l'année. Nous avons bataillé quatre ans, avec le soutien de la Fondation Danielle Mitterrand, pour obtenir l'application de cette loi. Nous sommes allés jusqu'au Conseil constitutionnel. Je me souviens de l'avocat des multinationales qui martelait : le droit à l'eau n'existe pas ! Mais le Conseil constitutionnel nous a donné raison et il n'y a plus de coupures d'eau pour impayés aujourd'hui. C'est une avancée qui concrétise le droit humain à l'eau. Cet exemple montre ce qu'on peut faire en tricotant par le haut avec le droit international non contraignant et par le bas, avec une bataille législative, juridique et médiatique.

La France est le pays des deux principales multinationales de l'eau dans le monde, Veolia et Suez. Au début des années 2000, seulement 25% des usagers de l'eau potable étaient desservis en gestion publique ; 75% donc par les multinationales. Vingt ans plus tard, les lignes ont bougé : nous sommes à 50-50 ! Avec une accélération depuis les élections municipales en 2020.

Le mouvement de retour à la gestion publique de l'eau est général en Europe et dans le monde. Veolia progresse dans les pays à régime autoritaire, comme la Chine et l'Inde. Le lien direct avec les pouvoirs politiques caractérise Veolia et Suez depuis leur création à la fin du 19e siècle par des maréchaux proches de Napoléon III.

A l'inverse, les nouvelles régies publiques de l'eau apportent davantage de démocratie, avec un lien direct avec les citoyens : place accrue des citoyens au sein de leurs instances dirigeantes mais aussi création d'espaces citoyens autonomes, comme l'Assemblée de l'eau à Lyon ou le Forum citoyen de l'eau à Est Ensemble.

Dans le mouvement de reconstruction citoyenne des biens publics mondiaux, la question des tarifs est essentielle. Car c'est par les tarifs que passe la marchandisation de l'eau. Comme le montre Anna Tsing pour les champignons, les capitalistes tirent avantage de la valeur produite en dehors de leur contrôle, c'est la captation. L'eau est le résultat de tout un processus naturel, ce n'est pas un produit fabriqué. Pour en faire une marchandise, les capitalistes doivent déployer beaucoup d'efforts. Ils nous disent : vous ne payez pas l'eau mais le coût des services. Ce n'est pourtant pas une règle intemporelle. L'adduction d'eau existe depuis des millénaires, depuis qu'il y a des villes, partout dans le monde ; le compteur d'eau et la facture, depuis la fin du 19e siècle en Europe.

Pour justifier leur prix, dans le contexte actuel de recul du nombre de services privatisés et de pression à la baisse des prix par les régies publiques, les multinationales privilégient la vente de produits à forte valeur ajoutée comme l'osmose inverse à basse pression pour potabiliser l'eau ou comme la réutilisation industrielle des eaux usées (reuse).

En Île-de-France, plus de 70 villes sont revenues en gestion publique depuis 2010. Cependant, à l'exception notable d'Eau de Paris, la production est restée aux mains du privé. La seconde phase de notre bataille est la réappropriation publique de la production d'eau potable.

En conclusion, il faut bien sûr dénoncer les dominants, leurs turpitudes et leurs dispositifs pour nous asservir. Mais il ne faut pas les surestimer car cela risque d'alimenter le sentiment d'impuissance. Comme l'a dit La Boétie, " les tyrans ne sont grands que parce que nous sommes à genoux ". La question nous est posée de comment faire monde ensemble : quels dispositif inventer, quels récits ? C'est à cela que sert l'Agora des habitants de la Terre, non ?





Président de la Convention sur les droits humains en Méditerranée,

CONVENTION ON THE RIGHTS OF THE MEDITERRANEAN

The Convention was signed in Palermo on March 19, 2022.

In some ways it is the daughter of the Agora'. In fact, it was the Agora', together with the association "Un' Altra Storia" and the Sicilian experience "l'Isola che c'è" promoted by it, that gave the input to create a permanent network of individual and collective subjects in the Mediterranean with the aim of "MAKING THE MEDITERRANEAN ONE OF THE CREATIVE SPACES OF A HUMANITY THAT WANTS TO LIVE TOGETHER".

More than 100 signatories from 17 different countries in the area worked for a year before March 2022, organized into 5 thematic groups - peace, water and food, knowledge, health, cultural and environmental resources - to define the first draft and then proceed to the final draft of the Convention.

The Method

Sharing, co-construction, horizontal cooperation have represented and represent the main axes of the entire process: from the identification of the subjects to be involved, to the drafting of the draft and, finally, to the writing of the Convention itself. The relationship, listening, reciprocity, the "pleasure" of living the differences, the search and valorization of "us" and "with" have accompanied everyone in the intent to restore centrality to a "plural Mediterranean identity", to be taken as a common basis for relations between the peoples of the Region

The contents

The peoples of the Mediterranean must be considered fully entitled to rights and a collective geopolitical subject.

Peace, water, food, knowledge, cultural and environmental heritage, health, constitute "public common goods" in relation to some transversality such as: global sustainability, inequalities, gender differences, security, climate change.

The key ideas:

- Mediterranean common home - recognition and narration of a common Mediterranean history
- Listening, knowledge, dialogue - knowing the other to not be afraid of it

- Importance of networks between civil society and local institutions
- Central role of women
- Support for young people
- Fight against poverty and inequalities
- Reappropriation, protection and valorization of regional resources
- The Mare Nostrum resource to be protected and valorized - a sea that unites
- Protect and make available essential common goods
- International human mobility as an inalienable right
- The Mediterranean area of peace
- Right to health and access to care
- Sustainable cities and communities.
- Information as a common good, the foundation of democracy

From strong ideas to working groups -

Activities

The working groups have been involved in over 100 online and in-person meetings.

- MEDITERRANEAN GROUP COMMON HOME AND PLURAL IDENTITY :
HISTORICAL ATLAS OF THE CULTURES OF THE PEOPLES OF THE MEDITERRANEAN

The Convention on the Rights of the Mediterranean has the strategic objective of "Making the Mediterranean one of the creative spaces of a humanity that wants to live together". In this context, it is important to highlight a factor that contrasts the public representation of the Mediterranean and of us Mediterraneans in the international arena that has formed over time. It originates in cultures external to the Mediterranean itself and refers to the fundamentally colonial culture that has governed relations with the peoples of the Mediterranean and between the peoples of the Mediterranean over the centuries.

Hence the desire to build and spread, using the effort of identity recovery, an alternative narrative that bases the idea of the Mediterranean on the "cultural histories" of the peoples of the Mediterranean and finally on "our authentic interpretation".

Operational proposal: the construction of a historical Atlas of the cultures of the peoples of the Mediterranean that defines, in particular, the path of construction of a new shared narrative :

verification and sharing of the language identified among the members of the Convention
identification of the key concepts using which we define our idea of the Mediterranean and consequently the narrative themes that represent it in the documents and, ultimately, in the historical Atlas;

search for descriptions of the cultural histories of the peoples by experts belonging to the cultures represented.

To be taken into consideration

1. memory or the reconstruction of the evolution of perceived identity;
2. Mediterraneanness or the definition of common and shared identity contents between communities;
3. the territorialization of shared identity contents

- NETWORK CONSOLIDATION AND STRENGTHENING GROUP :
MAYORS' FORUM

The Mediterranean is experiencing a situation pervaded by wars, conflicts, harmful nationalisms and ideological extremisms, predatory dynamics of resources, pushes towards the privatization of common goods, phenomena of fragmentation and exclusion.

Faced with an entity such as the Mediterranean, it becomes essential that the peoples that compose it regain awareness of their being and, together, awareness of place, such as to aim for the qualitative growth of their territories by recognizing their values, traditions, heritage deposits, identities, all conditions for the affirmation of autonomy and capacity for self-government.

The collective government of common goods, the territorial dynamics strongly tending towards inclusion, represent essential elements for proposing a model of development that is not assisted by heterodirection, but self-centered and capable of fostering relationships of solidarity within the community and between different communities.

An approach of this type involves giving centrality to participation to strengthen and qualify democracy, to be a determining factor for individual and collective liberation paths and, at the same time, to be a government practice aimed at creating well-being related to the overall quality of the existence of everyone and everyone.

In this context, the role of Local Authorities becomes central.

It is essential to promote and strengthen relations between Municipalities and Civil Society in a fruitful relationship of complementarity between the basic participatory dimension and institutional representation.

The Forum of and with the Mayors of the area constitutes a moment of in-depth study of the issues exposed and an opportunity to co-construct itineraries of common action starting from a greater involvement of the Municipalities of the southern part of the Mediterranean and from the sharing and valorization of the Regional Law Reception and Inclusion.

- CENTRAL ROLE GROUP OF WOMEN:
WOMEN IN THE MEDITERRANEAN

The Convention recognizes Women as a fundamental resource for peace, development and democracy.

For this reason, it is committed to activating projects that create equal opportunities for women compared to men.

The women's issue is complex and makes use of numerous theoretical and practical contributions. Precisely this complexity requires that the problem of gender identity and the specificity of the female contribution to the construction of an inclusive and equal society be addressed from different angles and with different methodologies. There are different stages of development of the role of women in society, linked both to cultural and historical issues, and to political problems that have become more pronounced especially in the last decade. The women's struggle is, however, unavoidable in all parts of the world and, especially in some contexts, it must deal with the inevitable attempts of instrumentalization by those who manage power.

From this it is clear that, beyond the differences existing in the various contexts, the commitment to the defense of their rights unites all women. In an attempt to respect the various differences that the Convention considers an asset, a survey was started (via Questionnaire) of the needs of women in the countries participating in the Project and the priorities they assigned to the various areas. It emerged that the first place was occupied by the issue of Health, immediately followed by Free Time and Work.

In an attempt to start a comparison between women that can lead to an increasingly broad awareness and the subsequent attempt to plan targeted interventions, it becomes a priority to delve into the three dimensions.

In particular, the useful method seems to be to start from the Good Practices already implemented, present the various interventions and analyze the feedback provided by the participants, starting from female micro-entrepreneurship linked to quality agriculture.

Starting from micro-stories and rereading the actions produced in the light of the theoretical contributions could be a first step towards an in-depth analysis of the problem. Furthermore, analyzing the works produced in a given context could help spread a more authentic knowledge of the places and traditions of the various Mediterranean countries and to reiterate that the knowledge produced "from below" can have a great transformation of History.

- GROUP FOR THE SAFEGUARDING AND ENHANCEMENT OF RESOURCES
- MEDITERRANEAN GROUP SEA THAT UNITES

The Sea that Unites

Considering the fact that the association has been working for a long time with institutions and associations to plan interventions that put the various islands of the Mediterranean into an operational network, starting from the small ones and that:

itinerant and experiential tourism is increasingly widespread and practiced, reinterpreting the tourist phenomenon in its original form characterized by travel, by the direct relationship with places and by discovery — safeguarding and enhancing the artistic, cultural, naturalistic and food and wine heritage; one; this form of tourism does not require the construction of heavy and invasive infrastructures;

for Sicily, an island in the center of the Mediterranean, it is important to grasp the enormous potential expressed by this segment

It is considered absolutely necessary to ensure Support for the constituent "Confederation of the Mediterranean Islands"

- HUMAN MOBILITY GROUP INALIENABLE RIGHT:

Humanitarian Corridors

The objective of the proposal is the promotion/activation of humanitarian corridors aimed at those who suffer human rights violations and therefore forced to seek evacuation routes from countries that put their safety at risk. In this direction, women who suffer violence and minors must be particularly protected.

The objective can be achieved by promoting the reception of a limited number of people in different cities, with the founding role of local administrations, NGOs, and the Region. This role of the Region is also reflected in the Regional Law for Reception passed in 2021.

In this area, Sicily can act as a model for good reception also through information and awareness campaigns and training sessions on the following topics: Rescues at sea - Hot Line, migrant women, (violence, trafficking, slavery) and in correlation with the socio-health measures, reception services/facilities.

From Tripoli to Sicily

Mazara del Vallo, a city that has always shown solidarity, hosted an important meeting on 29 and 30 November, organized by the Convention on Human Rights in the Mediterranean:

"From Tripoli to Sicily - Evacuating Human Rights Defenders from Libya". The Convention on Human Rights in the Mediterranean ETS is an association composed of representatives of 20 Mediterranean countries and aims to strengthen cooperation and solidarity between the countries of a sea that has been the cradle of civilization.

The initiative is supported by the Department of Family, Social Policies and Labor of the Sicily Region and the Municipality of Mazara del Vallo.

The project is organized together with the association Refugees in Libya and the international network Alliance with Refugees in Libya, which aims to support refugees in Libya and other North African countries.

On October 10, 2021, thousands of refugees fleeing from Gargamesh, where a huge manhunt had begun, started a demonstration in front of the UNHCR headquarters in Tripoli that lasted one hundred days. They were violently evicted by Libyan militias and hundreds of them were imprisoned. They remained in the infamous Ain Zara prison for 18 months and were released thanks to the initiative and pressure exerted by Refugees in Libya and the Alliance of European activists who decided to support the battle in their favor.

The aim of the campaign is to create the conditions to safely evacuate and welcome these human rights defenders.

The event will open on Friday, November 29 at the Peace Operators Center, in via Casa Santa 41 at 3:00 p.m., with a photographic exhibition, followed by a press conference to present the objectives of the Conference, which will be attended by Salvatore Quinci, Mayor of Mazara del Vallo.

A round table discussion will open at 5:00 p.m., moderated by the Municipal Councilor of Mazara Arianna d'Alfio. Confirmed to be present among the participants are the Bishop of Mazara del Vallo, S.E. Angelo Giurdanella, the MEP and former Mayor of Palermo Leoluca Orlando, the regional councilor for the family Hon. Nuccia Albano, the Vice President of the ARS Hon.

Nuccio di Paola, the General Secretary of Anci Sicilia Mario Alvano, the Mayors of Mazara del Vallo, Salvatore Quinci, of Favara Antonio Palumbo, of Petrosino Giacomo Salvatore Anastasi and of Santo Stefano in Quisquina, Salvatore Cacciatore. The Panel will also see the participation of Don Leo di Simone, director of the Peace Operators Center, Karim Hannachi, member of the Convention on Rights in the Mediterranean and Coordinator of the Regional Observatory for the Migration Phenomenon,

Saturday 30 November, at the Civic Center of Mazara del Vallo, Corso Vittorio Veneto 201, workshops will be held on sea rescues, freedom of movement, the hot-line with Refugees in Libya (a telephone contact for emergencies), migrant women.

The day will end at 6:30 pm, at the Garibaldi Theatre, Via Carmine, 15, Mazara del Vallo, with the preview screening of the documentary "Stupro trasfrontaliero", produced by the Observatory on gender violence in Tripoli, Libya, which, through interviews with migrant women, discloses a horrible reality hidden from public opinion.

- MEDITERRANEAN GROUP PEACE AREA :
"YOUNG PEACE IN THE MEDITERRANEAN"

In continuity with the activity already started, which led to the drafting of the declaration of "Youth for 1st Peace in the Mediterranean", the result of a year's joint work by young people from different Mediterranean countries, the association believes it is necessary to share this declaration and transform it into a living document, capable of generating concrete changes in the Mediterranean countries to help build a more inclusive, peaceful and supportive Mediterranean region.

Objectives :

1. Involve other young people from the Mediterranean: Spread the Declaration among the new generations to expand the network of young activists and stimulate awareness and interest.
2. Raise awareness among local, national and international institutions: Promote the recognition of the Declaration among the institutions, including in the national paths of ResSC 2250/2015, with the aim of influencing public policies in the Mediterranean countries and at an international level.
3. Promote concrete actions for peace: Stimulate active youth participation in local initiatives and projects, based on the principles of the Declaration, that can contribute to peace and peaceful coexistence.

Structure of the Continuation

It will be divided into three main activities:

1. Dissemination of the Declaration among Young People

Actions :

- Creation of local working groups: Young people who participated in the project will form working groups in their schools, universities and local communities to share the contents of the Declaration with other young people. These groups will become the points of reference for awareness-raising activities and for the organization of local events.
- Workshops and meetings: Organize territorial workshops and meetings aimed at groups of students (for example in Sicily and Sardinia) or aimed at students from partner universities of the project to present the Declaration and involve students in discussions on the themes of peace, human rights and international cooperation.
- Use of digital platforms: Creation of an online platform and the use of social media to disseminate the Declaration in digital format, collect memberships and promote online awareness-raising campaigns. Multimedia content (videos, infographs, testimonials) will be produced to attract the attention of a wider audience.

Objectives :

1. Expand the network of young people who support the Declaration, collecting signatures and memberships.
2. Involvement of the Institutions of the Mediterranean Countries

Actions :

- Insertion into the ex ResSC 2250/2015 path: meeting with the national managers of the implementation of the Youth Peace Security resolution and with the organizations that participate in it to integrate the activities.
- Meetings with the institutions: Organize meetings with representatives of local, regional and national institutions to present the Declaration, explain its meaning and propose possible actions that can be implemented at a political and institutional level.
- Collaborations with international organizations: Strengthen collaboration with international organizations such as the United Nations, the European Union and the Union for the Mediterranean, to promote knowledge of the Declaration at an international level and obtain the support of supranational institutions.
- Participation in international events: Youth delegates will present the Declaration at international events on peace and security, such as youth forums and conferences dedicated to the Mediterranean, to amplify the message and gain support from other key actors.

Objectives :

- Inclusion of 1st Declaration in institutional debates on youth and peace policies.

3. Promotion of Local Advocacy Initiatives

Actions :

- Local projects for peace: Encourage young people to develop concrete projects in their communities, inspired by the Declaration. These projects could concern, for example, awareness-raising initiatives against violence, educational programmes on issues such as human rights, or cultural activities promoting inter-ethnic dialogue.
- Training for young activists: Organise training courses for young people who want to actively engage in advocacy, providing them with practical tools to influence public policies and promote the principles of the Declaration at the local level.
- Collaboration with non-governmental organizations (NGOs): Create partnerships with local and international NGOs that can support youth projects and contribute to their implementation.

Objectives:

- Promote the active engagement of young people in their communities in local realities but with a Mediterranean and global vision.
- Implement concrete projects that contribute to peacebuilding and peaceful coexistence.

Statement of Youth for Peace in the Mediterranean

We are boys and girls who live, work and study on the four shores of the Mediterranean Sea, and we are concerned because the region, which historically has been the cradle of civilization and cultural exchange, is now marked by conflict and instability.

Our concern grows as we witness the continuing friction, violence and political turbulence that plague the area. We see communities destroyed, lives lost and futures shattered by the incessant cycle of conflicts.

We are troubled by the displacement of families, the mutual fear between ethnic groups, the destruction of infrastructure and the erosion of fundamental human rights that have accompanied such conflicts throughout history, up to today.

Day by day, the situation worsens due to the accentuation of differences that are leading to an increase in tensions and violence and represent a serious threat to security and peace.

We met, in the framework of the Convention on the Rights of the Mediterranean, to discuss these issues among ourselves, responding to the call of the United Nations Resolution 2250 "Youth, Peace and Security" to increase youth participation in promoting peace.

We considered that the threats to peace in the Mediterranean arise from a multitude of factors:

1. Territorial occupation, political instability and corruption: the region suffers from continuous political instability, fueled by internal conflicts, authoritarian regimes and external interventions. This instability undermines efforts for peace and hinders the establishment of democratic governments.

Points :

- a) Competition between nations for territorial control.
- b) As governments of various countries weaken, other powers grow and threaten human lives.
- c) Geopolitical rivalries between states in the region, exacerbated by divergent economic and strategic interests.
- d) Political tensions between countries resulting in conflicts over territory, resources and/or geopolitical influence. This issue is compounded by weak governance and a lack of effective institutions, leading to growing challenges to democracy and political stability.
- e) The existence of various schemes, such as social benefits given to people who are not entitled to them, just to gain votes.

2. Resource Scarcity: Competition for scarce resources such as water, energy and arable land exacerbates tensions between Mediterranean nations.

Climate change intensifies these challenges, leading to environmental degradation and food insecurity.

3. Ethnic and Religious Divisions: Deep ethnic and religious divisions contribute to sectarian violence and social fragmentation.

These divisions are often exploited by extremist groups seeking to sow discord and perpetuate conflict.

Points:

- f) Competition between ethnic groups to gain territorial control
- g) Discrimination against minority religious groups in certain countries in the Mediterranean region.

4. Violence, Terrorism and Proliferation of Arms: The proliferation and trafficking of weapons in the region fuel violence and prolong conflicts.

The uncontrolled flow of weapons exacerbates existing tensions and undermines efforts at disarmament and peacebuilding.

Points:

- h) Threats of terrorism and extremism, fueled by the proliferation of weapons that ultimately lead to increased crime and violence.
- i) Proliferation of weapons and the lack of effective mechanisms for disarmament, demobilization and reintegration of combatants.

j) Violent extremism and terrorism, which exploit divisions and frustrations to recruit supporters and spread terror.

5. Lack of Dialogue and Cooperation: The lack of meaningful dialogue and cooperation among Mediterranean nations perpetuates mistrust and hostility.

Diplomatic channels remain underused, hindering opportunities for conflict resolution and reconciliation.

6. Economic Challenges: Economic disparities among Mediterranean countries, leading to uneven development and the potential for economic crises. A serious challenge that is exacerbated by rising unemployment rates, resulting in socioeconomic inequalities, fueling resentment and social instability in many communities.

7. Refugee Issues: Increased problems affecting refugees caused by conflicts between different countries.

8. Child Labour: A form of unjust exploitation. It is a violation of the human right not to be abused and enslaved.

9. Child Recruitment: As the Mediterranean region is witnessing the largest process of recruitment of children and their use in armed conflicts, this constitutes a clear violation of the rights of children to protection, education, health and participation.

10. "Freedom" of Speech: Everyone should be able to express their concerns and opinions without consequences.

We are sadly concerned about journalists who, in trying to inform with the best possible truth, are in danger of their lives.

11. Human Trafficking for Sexual Exploitation: Human trafficking for sexual exploitation is still a reality for young women and men who are exploited for the sex industry.

We are committed to mobilizing for the resolution of these problems and will seek to engage in our countries to address these issues, but at the same time, we call on the nations of the world to urgently adopt the following measures :

1. Immediate Ceasefire: We call for an immediate cessation of hostilities in the conflict-affected areas of the Mediterranean, allowing humanitarian access and the delivery of aid to those in need.

2. Political dialogue and mediation: We urge all parties involved in conflicts to engage in inclusive political dialogue and mediation efforts aimed at resolving disputes and addressing and resolving the root causes of conflicts.

3. Promoting youth involvement: We support the meaningful participation of young people in peacebuilding processes, decision-making forums and conflict resolution initiatives. Young people are not only the future, but also integral agents of change in building a peaceful Mediterranean.

4. Investment in sustainable development: We underline the importance of investing in sustainable development initiatives that address socio-economic inequalities, promote inclusive growth and mitigate environmental risks. Sustainable development is essential to foster stability and resilience in the region.

5. Strengthening regional cooperation: We call for the strengthening of regional cooperation mechanisms that foster trust, dialogue and collaboration among Mediterranean nations.

Through joint efforts, we can address common challenges and promote peace and prosperity for all. Programs should be organized to enhance intercultural interaction with the Mediterranean region and the world.

6. Disarmament and arms control: We urge enhanced efforts towards disarmament, arms control and non-proliferation measures in the Mediterranean region.

Reducing the flow of weapons will reduce violence and create an enabling environment for peacebuilding. Promote transparency and accountability in the arms trade.

Other solutions such as: Implement police reform measures, including training on de-escalation tactics and deconstructing implicit bias, along with promoting community policing initiatives to build trust between law enforcement and marginalized communities.

7. Economic development: Encourage investment in infrastructure, education and healthcare to foster inclusive economic growth.

8. Promote human rights: Call for the protection of human rights, including the rights of minorities and children. Strengthen laws and enforcement mechanisms to combat forced labor.

Provide support to survivors and raise awareness to prevent this type of exploitation.

Teaching social integration to both migrants/refugees and host country nationals, to combat discrimination and promote social cohesion.

Strengthen legal frameworks to protect press freedom.

**In conclusion, we, the youth of the Mediterranean,
unite in our commitment to peace, solidarity and cooperation.**

**We refuse to accept the status quo of conflict and division and, instead,
we commit to work tirelessly towards a future where
the Mediterranean is a region of peace, prosperity and mutual understanding.**

- GROUP RIGHT TO HEALTH AND ACCESS TO CARE :

ACCESS TO HEALTH: LIFESTYLE AND SOCIAL RELATIONS

Health, a state of complete physical, mental, social and spiritual well-being, presents strong differences in the Mediterranean both in terms of the health services activated and the services provided. It becomes a priority to acquire greater awareness of preventive aspects, placing at the center distinctive characteristics such as: healthy lifestyle, Mediterranean diet, sustainable cities. adherence to social networks such as, an element of support for community well-being and psycho-social protection, effects of climate change, on which the association has already spent last year with an interdisciplinary research with experts from the academic world of the Mediterranean area

on the effects of climate change on health, presented at the ARS last November. Here the need to share information channels to spread content, initiatives, products, in the form of campaigns using social channels and a platform in multiple languages. Starting from an analysis of the determinants of health, with particular reference to the social ones (poverty, increase in elderly population, emerging diseases, influx of migrants, addictions and mental illnesses, increase in obesity, speculation pharmaceutical industries), the focus should be on those susceptible to being corrected and transformed, since they move from the internal layers to the more external ones such as individual lifestyles and social and community networks. Shared planning moments should be foreseen, online seminars in presence on issues related to lifestyles and inequalities in access to care between the 2 shores with a comparative analysis of the health systems in the Mediterranean countries. In support of the study days, disseminate the works produced in multiple languages and multimedia products to support the campaigns.

- CLIMATE CHANGE IN THE MEDITERRANEAN
- EFFECT OF CLIMATE CHANGE ON BIODIVERSITY, ECOSYSTEMS AND HUMAN HEALTH IN THE MEDITERRANEAN
- ASPECTS OF GLOBAL CLIMATE CHANGE
- DECREASING PRECIPITATION AND INCREASING TEMPERATURE AND SEA LEVEL
- OCEAN ACIDIFICATION
- WATER RESOURCES AND SECURITY
- FOOD RESOURCES AND SECURITY
- HUMAN HEALTH AND CLIMATE CHANGE IN THE MEDITERRANEAN
- DIRECT EFFECTS OF INCREASING TEMPERATURE AND AIR QUALITY ON HUMAN HEALTH
- INCREASING PREVALENCE OF INFECTIOUS DISEASES
- WATER- AND FOOD-BORNE INFECTIONS
- RESISTANCE ANTIMICROBIAL
- SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES GROUP:

ECO-SUSTAINABLE DEVELOPMENT OF URBAN COMMUNITIES GOOD PRACTICES

In relation to what has already been achieved and considering the participation in the various video-conference meetings of the members of the convention for rights in the Mediterranean and the success of the last event organized in the territory of the south Simeto Etna on the topic: sustainability, energy communities, participation, which saw the participation of numerous local actors and stakeholders in addition to guests from North Africa, Iraq and Lebanon; considering the network of subjects (natural and legal persons) who in addition to participating have expressed their full availability to explore the issues discussed, it is useful to plan the following activities;

- awareness-raising seminars in collaboration with universities on the topics of energy communities and the development of eco-sustainable economy; online and in-person meetings between the various representatives of the Mediterranean countries regarding the peculiarities of each individual region of the Mediterranean, defining the guidelines for the drafting of a common document indicating the good practices to be disseminated and shared in all the countries of the area.
- in-person in-depth meeting of the representatives of the various countries and stakeholders on the topic: Eco-sustainable development of urban communities.
- Awareness campaigns on the topic of waste reduction and food waste

PAOLA LIBANTI, ANNA RIGHETTI

& LUCA CECCHI

Membres du Monastère du Bien
commun, Sézano (VR), Italie



La justice globale, pour être telle, doit passer par un changement radical de vision, de pensée. Le thème de l'eau vue comme un bien qui permet l'équilibre de la vie dans tous ses aspects nous amène à revoir également le type d'éco-nomie.

Le système prédateur financier-capitaliste actuel est individualiste et conduit à penser que l'individu, par cupidité désormais considérée comme une qualité positive, peut s'approprier les ressources à l'infini. La pensée individualiste-égoïste passe par la vision illusoire de la financiarisation de la nature, comprise comme un élément de croissance infinie et sans limite en accélération continue, où les éléments naturels ne sont considérés comme utiles qu'en fonction de la rentabilité du capital (et donc sans limite).

Dans cette vision, les droits, la communauté, le partage, le bien commun, les autres espèces vivantes n'existent plus; il s'agit essentiellement d'une vision qui a rompu l'équilibre délicat entre les parties de la nature indispensables à la vie de l'écosystème de la planète. Nous pouvons dire sans risque de nous tromper qu'il s'agit d'une cécité face à l'avenir.

La justice planétaire, si elle doit être telle, ne peut pas passer par un système destructeur et EXCLUSIF, MAIS PAR SON EXACT CONTRAIRE.

Les PFAS est un exemple typique de la façon dont l'industrie chimique fonctionne presque exclusivement en termes individualistes et de son incapacité à "voir" l'équilibre de la nature.

Les brevets comme aspect de la prédation individualiste sans partage pour le seul profit.
Comment intervenir ?

Est-il encore concevable d'utiliser les mécanismes du droit ?

Comment le droit international peut-il être appliqué ?

Qu'en est-il du "droit au profit" des multinationales qui l'emporte sur les lois nationales?

Suffit-il de réactiver ou de refonder l'ONU pour faire respecter le droit international ?

Quels instruments alors ?

Peut-on créer une nouvelle forme de droit fondée non seulement sur l'homme mais sur l'équilibre entre les parties de la nature ?

Nous vivons à une époque où les droits minimaux de base tels que l'accès à l'eau, à l'air et à une alimentation propre et non contaminée sont pratiquement garantis.

Le thème de la reconnaissance de la nature et de ses composantes comme sujets de droit (lac de Garde, fleuves, Mar Menor), la proposition des Communautés bleues comme responsabilité commune, ainsi que l'affaire des PFAS ont conduit les citoyens à interagir avec la politique à tous les niveaux, du municipal au régional, au national, à l'européen et à l'international, vont dans ce sens.

L'action la plus efficace est celle de l'engagement citoyen à agir à tous les niveaux, en demandant et en exigeant d'être protégé par ceux dont c'est le devoir. Un civisme renouvelé, chacun pour sa part, peut changer l'état des choses. Il est de notre devoir d'exiger, en stimulant la politique d'en bas, à tous les niveaux et en lui insufflant le courage nécessaire pour mettre en œuvre des actions efficaces qui ne peuvent plus être reportées. Nous devons croire en notre capacité à changer le statu quo qui le plus souvent se perpétue grâce à l'inaction politique imposée par les grands groupes multinationaux qui aujourd'hui, décident du sort de ce monde.

Ne nous résignons pas aux compromis à la baisse que la politique de marché peut produire. Jouons notre rôle sans crainte pour un avenir différent où la justice, pour qu'elle le soit vraiment, doit passer par la reconstruction d'une culture et d'une pensée fondées sur l'équilibre avec la nature considérée comme un sujet vivant et non comme un simple objet à exploiter. Ne nous résignons pas passivement à un système qui nous veut aveugles, muets et sourds.



Association d'Éducation Permanente et Centre de Recherche Pédagogique et Méthodologique en Développement Durable

À notre échelle, l'ASBL KREATIVA pousse à l'agir et à l'émancipation...

L'ASBL KREATIVA, est mue par une utopie : l'émancipation de tous les citoyens en vue du progrès de l'humanité et la protection de l'environnement dans lequel elle a – et aura – à vivre.

Pour répondre à un tel défi, nous tablons sur l'éducation. Mais quelle éducation ? Nous allons par nos projets, tenter au maximum de satisfaire les besoins affectifs, cognitifs et sociaux des enfants, des adolescents, mais aussi des adultes qui les encadrent.

Pour construire une société responsable, démocratique, ouverte aux autres et au monde – donc émancipée – il importe que ses membres soient sécurisés, empathiques et tournés vers l'avenir (dimension affective) ; stimulés, invités à expérimenter et renforcés (dimension cognitive) ; en interaction positive, considérée et placée dans un cadre structuré (dimension sociale) ; il convient aussi qu'ils revisitent des valeurs humanistes de Liberté, Égalité et Fraternité (dimension idéologique).

Par quelles pratiques pédagogiques atteindre une telle perspective ? Une conception éducative qui pourrait changer sur deux ou trois générations l'état non pas du monde, mais aller vers un autre état de pensée plus noble, plus en respect pour l'ensemble du vivant de la terre.

Les moyens que nous mettons en place, l'utilisation des pédagogies à la fois actives, interactives, humanistes, institutionnelles, différenciées... qui privilégient un agir communicationnel (interactions des vécus de chaque acteur) **plutôt qu'instrumental** (impliquant un dominant et un dominé). La co-éducation avec les parents, l'école et la communauté est indispensable : seul, on ne peut rien, ensemble, on peut faire de grandes choses. L'idée que nous véhiculons est de faire des enfants et des adolescents de véritables ambassadeurs du développement humain et environnemental auprès de leurs pairs, de leur famille, de leur quartier, de la communauté... de la société.

KREATIVA, se retrouvent avec d'autres experts pour réfléchir à ce que peut être une approche “ à haute qualité éducative ”, voire une approche résiliente, étant donné les graves crises qui atteignent la société d'aujourd'hui et les incertitudes, voire les traumatismes qui en découlent.

Nous avons encore **la ferme conviction que cette quête d'un monde meilleur ne peut se réaliser que si tous les acteurs politiques, scientifiques et psycho-socio-éducatifs (enseignants, parents, intervenants sociaux...) s'allient et coordonnent leurs actions en vue d'une émancipation de tous, enfants et adultes.**

Depuis 2008, nous expérimentons avec Jean-Pierre Pourtois professeur Emérite à l'UMons (ASBL Education et Famille), une approche qui développe une démarche co-éducative au sein de ce que l'on appelle une " Cité (ou Communauté) de l'éducation ". Par ces leviers, nous assurons des accompagnements de professionnels désireux de s'engager dans une démarche collective en vue de lutter contre toute forme d'inégalités et d'injustices sociales et d'affronter l'avenir avec force et vigueur.

Ces actions entreprises, sont en quelques sortes des projets à haute teneur d'émancipation où l'on peut concrétiser une forme d'alliance entre le politique (le pouvoir), Le scientifique (le savoir) et les acteurs socio-éducatifs (le vouloir) dont on sait qu'ils sont susceptibles d'être le moteur du changement de société... pour autant qu'ils soient conscientisés, mobilisés, responsabilisés et qu'ils deviennent, comme signaler précédemment, des ambassadeurs du développement durable. Ce sera ainsi toute la Cité (communauté) qui sera touchée.

À ce jour, **il faudrait renforcer toutes les actions citoyennes en les construisant sur un axe de travail transversal** qui intègre les enjeux du développement durable, les enjeux de santé publique en lien avec le DD et la notion du vivre ensemble. " Ensemble, devenons résilients en matière de développement durable : regards croisés sur les défis environnementaux "

À cette fin, travailler sur le questionnement et la résonance entre le monde intérieur des jeunes et le développement durable, les problématiques actuelles qui illustrent la soutenabilité et l'utilisation des richesses naturelles de la terre qui seront mises en examen, nous semble détenir une cohérence. L'intention poursuivie consiste à prendre en compte les habilités implicites des jeunes et de mettre en examen l'écart entre leur monde vécu et la réalité du monde réel. Afin de permettre aux jeunes de construire un esprit critique et de se mettre en action devant leurs pairs, de renouer des liens et du dialogue sur les enjeux du vivre ensemble et du développement durable.

Il est très difficile à ce jour d'avoir un discours tout fait sur le fait de trouver des solutions face au fracas, mais par contre éveiller à des alternatives et des pistes d'actions permettant de concrétiser la notion de résilience face aux enjeux traumatiques à venir peut être une approche plus constructives qui incite à l'échange et au débat. **Les conduites de résilience auront un impact en termes de :**

- **Développer davantage l'humanité**
- **Faire des adultes responsables, engagés, fraternels**
- **Vivre ensemble pour être heureux au sein d'un environnement sain et en équilibre**

FRANCINE MESTRUM

Responsable du réseau Global
Social Justice, Belgique



Permettez-moi de vous rappeler quelques points essentiels à propos de la pauvreté.

1. La pauvreté existe. Vous me direz que j'enfonçe là une porte déjà largement ouverte, mais il est important de le souligner. La pauvreté, en tant que déficit de ressources pour vivre dignement augmente même, en dépit de tous les soi-disant efforts pour l'éradiquer. La pauvreté augmente, dans le Nord et dans le Sud, bref, partout.
2. Cette pauvreté ne tombe pas du ciel : elle se fabrique. Riccardo Petrella l'a dit et répété: on ne naît pas pauvre, on le devient. Pensons à la crise du logement, au chômage, aux allocations sociales insuffisantes, au travail mal rémunéré et aux travailleurs pauvres. Le montant des revenus d'intégration n'atteint même pas le montant du seuil de pauvreté. Et on nous dit qu'il y a une 'lutte contre la pauvreté' !
3. Il y a pire. Car la pauvreté a aussi une deuxième face : elle est une idéologie dont les pouvoirs politiques abusent pour des fins qui leur sont propres.

Par cela je veux dire : que la pauvreté est une réalité concrète et pénible, mais est aussi, en même temps, un discours qui sert des fins qui n'ont rien à voir avec les pauvres.

Pensez au objectifs du millénaire, pensez aux objectifs de développement durable et bien d'autres textes qui ont pour but officiel et premier d'éradiquer la pauvreté.

Ils ne le font pas, bien au contraire. Comme je viens de le dire, la pauvreté augmente, partout.

Et ce qu'il faut savoir c'est que ce n'est pas un échec, au contraire, c'était le but même de ces objectifs.

Je m'explique :

Quand la Banque mondiale mettait la pauvreté à l'ordre du jour international en 1990, c'était la pièce maîtresse de sa politique néolibérale, le fameux Consensus de Washington.

A partir de cette année là, il fallait des politiques d'austérité, des équilibres budgétaires, des frontières ouvertes aux marchandises et au capital,

tout cela : pour lutter contre la pauvreté ! La lutte contre la pauvreté cessait d'être une politique sociale pour remédier aux caprices du marché, non, seule une participation au marché pouvait aider les pauvres !

En fait, cela est une constante dans l'histoire. Dès le 16ème siècle, des rois et des empereurs on fait exactement la même chose : utiliser le thème de la pauvreté pour briser des solidarités au niveau de la société, comme par exemple celle des guildes.

Permettez-moi de citer une phrase de Georg Simmel, le père de la sociologie de la pauvreté : si le but était d'éradiquer la pauvreté, il n'y aurait pas de frein à la solidarité, aux transferts de ressources des riches vers les pauvres. Cela ne se fait pas, car on ne le veut pas.'

Toutes ces pseudo politiques de lutte contre la pauvreté n'ont qu'un seul objectif : Ne pas toucher au statu quo. Ne rien changer à la situation d'injustice sociale. Laisser intacte l'ordre libéral et les privilèges des riches.

Pour cette même raison, quand on parle des inégalités, les organisations internationales ne veulent regarder que vers le bas : faire gagner plus les 40 % les plus pauvres. Mais ne jamais regarder vers le haut, vers les richesses décadentes des Elon Musk et autres. Don't Look Up !

Alors, que faire ?

Aider les pauvres, bien entendu, autant qu'on peut. Mais ce qu'il nous faut avant tout : des politiques de justice sociale, une protection sociale, bien sûr des services publics un droit d'un travail tout en sachant que cela ne sera pas possible sans changer le système économique, c'est-à-dire :

- une démocratisation du marché
- une économie sociale et solidaire
- une politique fiscale juste, du niveau local jusqu'au niveau mondial

Aider les pauvres, c'est très bien, mais n'oublions pas que sans la pauvreté, nous ne vivrions pas encore dans un monde juste, dans un monde meilleur. Il faut s'attaquer aux inégalités.

Il faut rendre la pauvreté illégale, elle n'a aucun droit à l'existence dans notre monde riche. Et il nous faut une politique de justice sociale.



LORETTA MAROMARCO E MICHELE LOPORCARO

AHT- Pouilles



Occorre approfondire il tema della giustiziabilità dei diritti.

L'auspicabile riconoscimento dei diritti della natura infatti non risolve il problema del locus standi. Chi sarà in giudizio per i fiumi i laghi le acque o gli altri elementi naturali? Il tema è particolarmente rilevante in Italia dove la legittimazione all'azione delle associazioni ambientaliste per il risarcimento del danno ambientale è stata esclusa sin dal 2006. Anche la recente giurisprudenza della Corte Europea dei diritti dell'uomo non si spinge fino a riconoscere la cosiddetta actio popularis, sebbene vi siano delle notevoli aperture nel contesto europeo rispetto a quello italiano. Tanto è dimostrato anche da declaratoria di inammissibilità dell'azione contro lo Stato Italiano per inazione rispetto ai cambiamenti climatici: un esito molto diverso da quello dell'Olanda e della Germania.

Un possibile strumento di tutela, ancora poco utilizzato, è la azione per discriminazione ambientale, che si può definire come ogni disposizione, criterio, prassi, atto, patto o comportamento che, direttamente o indirettamente, abbia come conseguenza una distinzione, esclusione, restrizione o preferenza, che comprometta il riconoscimento, il godimento e l'esercizio in condizioni di parità del diritto fondamentale all'ambiente. La nozione di discriminazione ambientale è contenuta in diversi atti, spesso non vincolanti, dell'UE .

Un altro elemento da tenere in opportuna considerazione è quello dei costi delle azioni legali. Spesso l'opposizione a progetti o installazioni o impianti sul territorio nazionale si discute davanti ai tribunali amministrativi. In questi casi i costi sono molto elevati e già questo costituisce un limite alla giustiziabilità dei diritti azionati da associazioni locali che non dispongono di grandi fondi. Anche le condanne dell'Italia (ad esempio dinanzi alla Corte edu) spesso si concludono con una compensazione delle spese legali lasciandole quindi a carico di chi agisce per la tutela di diritti fondamentali.

Contributo sugli impatti dell'agricoltura

Per quanto riguarda il rapporto tra acqua e agricoltura vanno evidenziati due dati:

- anzitutto l'agricoltura consuma il 70% dell'acqua anche perché è ancora oggi finanziata una agricoltura non sostenibile spesso intensiva e legata dai saperi locali che invece hanno tramandato sementi, tecniche e strumenti molto attenti al risparmio idrico.
- l'agricoltura è ancora fonte di inquinamenti pervasivi. Si pensi ai nitrati ed ai fitofarmaci. Anche in questo caso i finanziamenti soprattutto quelli della politica agricola comune (PAC) non sono stati lungimiranti e spesso vi è un'incoerenza tra i finanziamenti erogati alle aziende agricole e altri piani e normative (es. in materia di tutela della biodiversità). Le misure a sostegno dell'agricoltura spingono all'acquisto di grandi macchinari che favoriscono l'automazione e che consentono un ammortamento delle spese solo su elevate estensioni di terreni. La cosiddetta Agricoltura 4.0 prevede un grande ricorso alla tecnologia (droni e IA) ed alla chimica (fitofarmaci). Le pratiche agricole "rigenerative" sono lasciate all'iniziativa ed assunzione di costi di pochi agricoltori.

Si sta inoltre verificando un fenomeno di accentramento nelle mani di pochi grandi imprenditori di un gran numero di terreni. Una sorta di ritorno al latifondo. Anche in questo caso i finanziamenti nazionali ed europei non vanno nella direzione auspicabile.

1.Impunità - "Un numero crescente di governi si sente in diritto di calpestare il diritto internazionale, violare la Carta delle Nazioni Unite, le convenzioni internazionali sui diritti umani e le decisioni dei tribunali internazionali senza che nulla accada"(Antonio Guterres, Segretario generale dell'Onu).

L'impunità è l'ostacolo più significativo alla giustizia e alla riparazione per le vittime e i sopravvissuti alle violazioni dei diritti umani e ai crimini di guerra e contro l'umanità. Spesso, omissioni o azioni insufficienti si traducono in scenari di impunità totale o parziale. L'impunità alimenta le disuguaglianze, colpisce in modo sproporzionato i più vulnerabili, e mina la fiducia nelle istituzioni democratiche e nel diritto interno e internazionale. La responsabilità di indagare e punire le brutali atrocità come il genocidio, i crimini contro l'umanità e i crimini di guerra è un obbligo giuridico per gli Stati. Né la ragion politica né la ragion di Stato possono essere invocati per non rispettare questo obbligo.

2.Effettività - "Ovunque si attenti alla vita e alla libertà, non importa in quale parte della terra o in quale contesto culturale e politico, là si grida: "diritti umani". La rivendicazione di coloro che soffrono dittature e miseria fa l'effettività del Diritto internazionale dei diritti umani in misura non meno rilevante delle sentenze dei tribunali. È la coscienza profonda dei membri della famiglia umana, in particolare dei più deboli e vulnerabili, che si fa tribunale supremo" (Antonio Papisca).

L'effettività del diritto internazionale dei diritti umani deriva dall'interazione tra molteplici attori, norme e istituzioni situate a diversi livelli di governance, "dalla Città all'ONU". Cruciale è la mobilitazione sociale ed educativa, l'attivismo della società civile e l'interazione con le istituzioni internazionali di garanzia. I governi hanno l'obbligo di far funzionare queste istituzioni che sono fondamentali sulla via della costruzione della pace nella giustizia. Nel nostro paese gli Statuti comunali si stanno appropriando del diritto internazionale dei diritti umani e operano per calarlo ai livelli della vita quotidiana facendosi così diretti assertori dell'effettività di norme cui la stessa Costituzione della Repubblica Italiana si conforma secondo quanto disposto dagli articoli 10 e 11. la ragion di Stato possono essere invocati per non rispettare questo obbligo.

3.Legalità - La legalità non è un obiettivo: l'obiettivo è la giustizia sociale, la legalità è il mezzo non il fine. Non ci potrà mai essere giustizia e pace fino a che non ci saranno uguali diritti. La legalità deve servire per costruire uguaglianza, le leggi devono servire per costruire politiche di giustizia. Per il bene di tutti, e non per i privilegi di qualcuno. Non c'è legalità senza uguaglianza" (Don Luigi Ciotti).

La legalità definisce il perimetro delle libertà individuali. Indica lo spazio entro il quale un individuo può esercitare la sua libertà senza violare la libertà altrui. Legalità significa che la forza della legge deve prevalere sulla legge della forza. Perché ci sia legalità c'è bisogno di responsabilità e giustizia. La legalità prepara all'assunzione di responsabilità per lo svolgimento di ruoli di cittadinanza attiva e democratica nella comunità di appartenenza. La responsabilità è la legalità agita: non implica solo la conoscenza delle regole e il rispetto dei propri doveri ma anche la volontà e la capacità di agire in prima persona per l'attuazione dei principi costituzionali e universali di solidarietà, giustizia e uguaglianza.

4.Difendere la Corte Penale Internazionale Contro il dominio dell'illegalità, dell'arbitrio e dell'impunità. La Corte Penale Internazionale (CPI) è una pietra miliare della costruzione di un mondo più giusto, pacifico e democratico. Uno strumento di giustizia internazionale che trova il suo fondamento giuridico nella Carta delle Nazioni Unite e nelle Convenzioni internazionali sui diritti umani. **L'istituzione di un tribunale indipendente**, imparziale, equo ed efficace, in grado di assicurare alla giustizia i responsabili di tutti i crimini di guerra, i crimini contro l'umanità e dei genocidi **è frutto della mobilitazione di tantissimi cittadini e organizzazioni della società civile** che nel 1995 hanno dato vita ad una "Coalizione internazionale per la Corte Penale Internazionale" di 150 Paesi, fortemente sostenuta dall'Unione Europea. **Il diritto internazionale si rispetta o si viola. L'alternativa alla Corte Penale Internazionale e al sistema multilaterale è la legge del più forte, il dominio dell'illegalità, dell'arbitrio e dell'impunità, la violazione sistematica dei fondamentali diritti umani, delle libertà e della democrazia.** Chi rifiuta la centralità del diritto e delle istituzioni (democratiche) anche per il sistema della politica internazionale si pone al di fuori dell'ordinamento giuridico internazionale e alla testa di un progetto di ordine internazionale gerarchico dove a prevalere è la legge della forza sulla forza della legge. Dunque un progetto cinico e criminale. Insomma, l'Italia, l'Unione Europea e i suoi stati membri non hanno più alibi. Devono una volta per tutte decidere da che parte stare.

5.Coerenza - Necessità di adottare un approccio più coerente di politica estera e di cooperazione per lo sviluppo sostenibile, integrando la necessità di applicare la dovuta diligenza nelle filiere di approvvigionamento, una visione delle migrazioni differente dall'esternalizzazione del loro contenimento, valorizzando i migranti e le diaspore per lo sviluppo sostenibile. Altro elemento di coerenza è l'importanza di un partenariato per mitigare gli effetti del riscaldamento climatico, e adattarsi alle sue conseguenze facendo fronte alla necessità dell'adattamento e di rimborsare le perdite e i danni subiti dalle popolazioni più vulnerabili nei paesi impoveriti e assai meno dei responsabili rispetto ai paesi più ricchi e alle loro élite. Non ultimo aspetto di coerenza è quello di sostenere i processi di costruzione di pace, giustizia, di istituzioni forti e trasparenti nel movimentato contesto africano, condizionando la cooperazione in tutte le sue forme al rispetto dei diritti umani, delle minoranze religiose, dei popoli indigeni.

6.Flussi finanziari illeciti. Non possiamo prescindere da una cooperazione fiscale per accrescere le capacità degli Stati impoveriti di definire e applicare regimi fiscali tali da scongiurare al massimo l'evasione e l'elusione fiscale, e la fuga di capitali all'estero.

Occorre aumentare la vigilanza sulle operazioni commerciali e di investimento legate al mercato degli idrocarburi che, secondo quanto indicato dall'OCSE, rappresenta uno dei settori più esposti al rischio di flussi finanziari illeciti.

7.Finanziamenti - Programmare il raggiungimento dello 0,7% del reddito nazionale lordo (RNL) per l'aiuto pubblico allo sviluppo, ridottosi in Italia nel 2023 allo 0,27%. In vista del Giubileo del 2025, si propone quindi di lanciare una nuova iniziativa di aumento delle risorse e veloce cancellazione dei debiti ancora in essere.

8.Strumento di monitoraggio complessivo e trasparente sulle risorse a disposizione e programmabili per lo sviluppo. Una tabella che riassume origini dei fondi, loro scopi, impegni relativi e previsione di erogazione, specificando in particolare quali di queste risorse sono aiuto pubblico allo sviluppo e in che forma, donazioni e crediti (specificandone le condizioni).

PAOLO FERRERO

Ancien Ministre du travail
(Gouvernement Prodi),
Rifondazione comunista,
Directeur de la Revue "Su la testa"



Voglio con questa mia semplicemente avanzare una riflessione che può essere utile per il manifesto per la giustizia planetaria.

Personalmente apprezzo larga parte delle proposte che i BRICS avanzano. Nello specifico su una mi pare utile proporre un avanzamento.

Il tema della dedollarizzazione è fondamentale. I BRICS si pongono il problema di dar vita ad un sistema di scambi internazionali che non sia sottoposto al dollaro. Penso che questo sia giusto e necessario ma è parimenti evidente che si tratta di una misura intermedia.

Mi pare necessario porre, oltre al superamento del ruolo del dollaro, anche il tema della tassazione dei paesi che hanno un avanzo strutturale nella bilancia commerciale, in modo da porre regole che possano contribuire al riequilibrio degli scambi tra i diversi paesi.

In altri termini si tratta di superare l'unipolarismo con un multipolarismo che si muova in direzione di un multipolarismo cooperativo, vera base per un mondo di pace.

Non voglio rubare altro tempo perché credo sia chiarissimo il punto che pongo: superare la posizione di rendita del dollaro attraverso un sistema di scambi mondiale multipolare e superamento della gerarchia liberista nel multipolarismo attraverso l'introduzione di elementi cooperativi che possano effettivamente permettere all'umanità di fare passi avanti nella direzione di una maggiore eguaglianza e di una minore spinta alla guerra.



RICCARDO PETRELLA

Président de l'Agora des
Habitant.es de la Terre



**"QUE L'ANNÉE 2025 SOIT L'ANNÉE DE LA RESCOUSSE
DE LA JUSTICIABILITÉ DES DROITS SOCIAUX"**

cliquez sur l'image pour accéder au texte



En finir avec la production de la pauvreté par l'idéologie de l'inégalité

Que l'année 2025 soit l'année de la rescousse de la justiciabilité des droits sociaux Par Riccardo Petrella, Agora des Habitants de la Terre La menace



DÉCLARATION DE SAINT-GILLES * [1]

Version document de travail - 10 janvier 2025

Pour la justice planétaire.

Nous luttons pour une Humanité et une Terre sans guerres et sans domination sur les autres ; sans prédation des ressources et des biens communs de la Planète ; sans oligarchies asservissant les sociétés et les États à leur avidité de pouvoir et à leur mépris des droits et de la fraternité.

* La Déclaration n'engage que les responsables de l'Agora des Habitant-es de la Terre (asbl)

[1] Saint-Gilles est une des 19 communes qui composent l'agglomération de Bruxelles. On notera que l'un des symboles historiques populaires de la Commune est la statue de La porteuse d'eau, et que le symbole de l'Agora des Habitant-e-s de la Terre est la statue de La crieuse d'eau du sculpteur belge Bernard Tirtiaux.



PARTIE A. DE LA CONSCIENCE À L'ACTION

1. LA PRISE DE CONSCIENCE : NE PAS ACCEPTER LES INADMISSIBLES

- **Les quatre inadmissibles**

L'état actuel du monde est marqué par :

- **la guerre en Ukraine** entre l'Ouest (les États-Unis /l'OTAN) et l'Est (la Russie et, lentement, la Chine) ;
- **le désastre écologique planétaire**, qui est en train de bouleverser radicalement et dramatiquement la vie de l'Humanité et de la Terre ; (Crise climatique ; 5 choses à surveiller en 2025)
- **l'élargissement et l'aggravation quasi irréversibles de la pauvreté** (appauvrissement) qui sape à la base tout fondement au vivre ensemble et toute la légitimité au système sociétal ;
- **la négation du Droit, des Droits universels humains et sociaux, et la démolition de l'État social**. D'où dans ce contexte, la multiplication des phénomènes de rejet des autres, tel que **le génocide des Palestiniens par l'État d'Israël**.

- **Les principaux responsables des inadmissibles sont**

- **Le suprématisme politique, économique, militaire et technologique des États-Unis** qui sont prêts à tout, y compris le déclenchement de la guerre nucléaire, pour maintenir leur domination mondiale. Une donnée suffit : les USA sont le seul État au monde qui s'est doté (officiellement) de plus de 760 bases militaires à travers le monde dans plus de 100 États dont la plupart sont en Europe (contre la Russie) et en Asie du Sud-Est (dans le voisinage chinois, spécifiquement contre la Chine). Cfr. Quincy Institute for Responsible Statecraft. La Russie en a 20 dont la très grande majorité se trouve dans les anciens États de l'URSS, et la Chine, une base à Djibouti. Depuis 80 ans, les USA sont régulièrement en guerre dans tous les coins du monde.
- **La domination en constante consolidation des principes et des mécanismes du système capitaliste de marché**, structurellement accapareur et prédateur des ressources "utiles" matérielles et immatérielles, naturelles et artificielles du monde, notamment les êtres humains (réduits à "ressources humaines"), au service exclusif des intérêts des propriétaires du capital.

Les États-Unis se considèrent non seulement comme le modèle concret à suivre, mais ils se sentent investis, entre autres, d'une responsabilité messianique, d'en être les principaux défenseurs et promoteurs au nom - prétendent-ils - de la liberté et du monde libre. Cfr. La conviction de la " Destinée manifeste ". " Les héritages fondamentaux : la Destinée manifeste et la mission des États-Unis "

D'où, entre autres, l'opposition violente, des forces les plus puissantes et représentatives du capitalisme de marché et financier, à la lutte contre les causes structurelles du désastre écologique planétaire dont leur système est manifestement tenu pour responsable.

- Les conceptions messianiques identitaires centrées sur un peuple (par exemple le peuple juif), une race (la blanche), une catégorie sociale (les entrepreneurs, les scientifiques...), d'origine religieuse, sociale, politique (par exemple, le néo-ottomanisme d'Erdogan).

À l'heure actuelle, l'expression la plus marquante et dramatique des effets dévastateurs sur l'état actuel du monde de ces conceptions, en particulier celles fondées sur les croyances religieuses, est représentée par le génocide des Palestiniens par l'État d'Israël. L'expulsion ou l'élimination totale des populations arabes de leurs terres a semblé aux Juifs sionistes un objectif réalisable, notamment après la création de l'État en 1948 en l'absence d'une équivalente création d'un État de la Palestine. Le génocide des Palestiniens n'est pas, hélas, le seul exemple majeur de négation du droit à la vie de populations entières en cours à travers le monde...

- Last but not least, **la vision techno-scientifique de la vie et de son évolution déterministe, élitiste, totalitaire, salvatrice.**

La force totalitaire de cette vision est plutôt récente, liée à l'influence des nouvelles oligarchies mondiales ultra-riches et puissantes, les nouveaux "maîtres technocratiques du monde". Ceux-ci se présentent comme les candidats-seigneurs planétaires de la vie inspirés par des conceptions inégalitaires, élitistes, racistes, de classe.

2. LE DOUBLE RENVERSEMENT DU PRÉSENT. LES CHEMINS DE LA LIBÉRATION

Selon nous, la concrétisation de l'objectif "Pour la justice planétaire" passe par un double renversement du présent :

- **au niveau des conceptions et des visions de la vie et du monde**

Il faut nous libérer de notre adhésion et soumission, en majorité, aux narrations globales des dominants telles que celles sur la suprématie de genre, d'ethnie, de religion, de système économique ; sur la guerre et la violence ; sur les inégalités, la pauvreté ; sur la nature, la technologie....

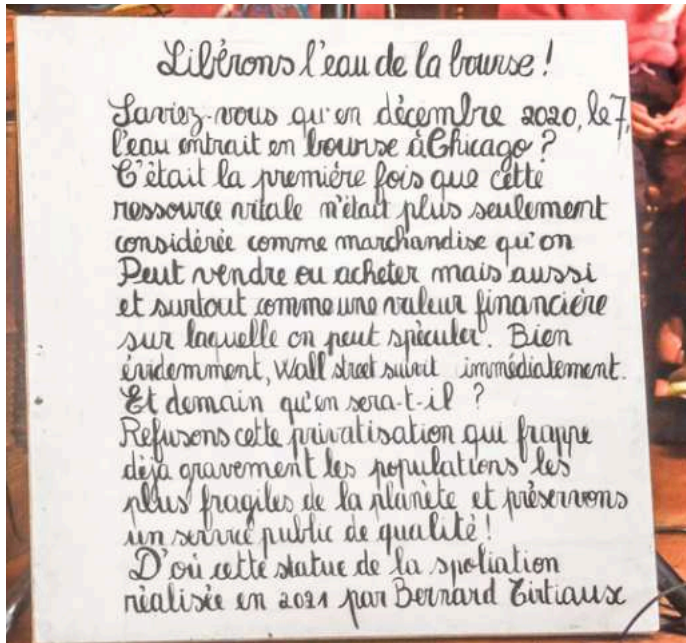
- **au niveau des formes concrètes de l'organisation sociétale des relations entre tous les habitants de la Terre**

il faut construire une nouvelle architecture sociétale mondiale (politique, économique, financière, sociale, techno-scientifique...), une Communauté planétaire.

Ce double renversement semble ambitieux, global, irréaliste. En réalité ce qui est irréaliste c'est de penser que les réponses peuvent être "locales", dissociées, sectorielles et, surtout, venir des forces sociales dominantes.

PARTIE B. LES CHEMINS DU RENVERSEMENT /

LIBÉRATION



1. LE CHEMIN DU SENS DE LA VIE ET DE LA COMMUNAUTE.

Il faut repenser les principes fondateurs de la justice, dans ses multiples déclinaisons, centrés sur la reconnaissance de la **valeur absolue de la vie**. La vie vaut car elle est. **La valeur de la vie** est la régénération permanente du “vivre ensemble”. La vie humaine, notamment, “se construit ensemble”. **Les communautés de vie** se construisent et se développent par des relations fondées sur des biens et des services communs essentiels pour la vie pour tous les membres de la communauté. Personne ne peut être exclue de la communauté globale de vie de la Terre.

Propositions :

P1. Il faut abolir les brevets de propriété privée et à but lucratif sur les organismes vivants (par exemple, les OGM) et sur l'Intelligence artificielle.

La brevetabilité privée du vivant (décision de la Cour Suprême des États-Unis en 1980) est l'une des erreurs les plus néfastes commises par les sociétés occidentales. Elle a légalisé l'appropriation privée de la connaissance de la vie, réduisant la vie à un univers de marchandises, d'instruments de puissance, d'objets. Dans ce contexte, il est impossible de promouvoir et garantir la justice. La brevetabilité privée à but lucratif de la vie est la négation de la justice.

Aujourd'hui, **il faut s'opposer à la dérégulation des Nouvelles Technologies Génétiques (NGT)**, beaucoup plus puissantes que les OGM et dont les entreprises des secteurs concernés prétendent une dangereuse dérégulation.

P2. Il est urgent d'arrêter les processus de marchandisation et de commercialisation de la vie, initiés avec force, à partir des années '70, et institutionnalisés à l'occasion du Premier Sommet Mondial de la Terre de l'ONU (1992) à Rio de Janeiro et poursuivis **par les processus en cours de la monétisation et de la financiarisation générale de la vie, de la nature, à partir de l'eau, des semences, de la santé, de la connaissance.**

Rappelons, par exemple, que :

Après la légalisation de la brevetabilité du vivant en 1980, les décisions approuvées sur la financiarisation de la nature par la COP15 de l'ONU en décembre 2022 constituent l'acte le plus dévastateur à retenir dans l'histoire récente de la politique des humains concernant la nature.

Il faut donc mettre hors-la-loi, les décisions de la Bourse de Chicago et de New York, et remplacer la résolution de la COP15-Biodiversité par une déclaration de l'ONU proposant les mesures concrètes visant à assurer un gouvernement mondial public coopératif et solidaire du monde naturel dans l'intérêt aussi du bien commun des générations futures.

P3. Faire prendre conscience aux nouvelles générations par l'éducation que le système en place n'est pas l'œuvre déviante de dirigeants irresponsables, méchants, égoïstes, mais que, au-delà de cela, il est l'expression structurelle d'un système collectif de pillage délibéré des ressources matérielles et immatérielles de la planète par des grands groupes mondiaux détenteurs de la puissance technologique, financière et militaire.

Cette puissance leur garantit une **forte hégémonie idéologique planétaire**, à savoir le pouvoir de “ donner le sens ” à la vie et au monde et d'imposer des règles de la maison (eco-nomie) injustes car au bénéfice d'une petite minorité des habitants de la Terre.

D'où l'importance et l'urgence d'une campagne d'anti-hégémonie culturelle dans et hors des institutions scolaires, de libérer l'éducation des jeunes générations des logiques utilitaires et compétitives de la formation de ressources humaines.

P4. Il faut restituer aux collectivités territoriales de base, la responsabilité primaire du gouvernement des biens communs essentiels pour la vie.

Dans l'esprit du programme de l'ONU pour 2025, déclaré l'année des coopératives, nous proposons que la régénération des collectivités territoriales se fasse selon une approche multidimensionnelle intégrée centrée sur les questions de la vie concrète des citoyens, à savoir : **Habiter, eau, se nourrir, santé, transports, connaissance, par le lancement fin 2025, dans le cadre d'une initiative internationale,**

“Les Communes de la Terre, régénérer ensemble l'essentiel.”

2. LES CHEMINS DE LA SÉCURITÉ COLLECTIVE

Quel que soit le domaine de la vie considéré, **la sécurité** de vie émerge comme la question planétaire critique majeure pour aujourd'hui et pour le devenir des générations proches.

Une sécurité, non seulement **individuelle**, de sa propre famille, de son village, de sa ville, mais surtout, **collective et globale**. “Chacun pour son propre compte ” est, objectivement, la pire des stratégies de lutte contre l'insécurité. Pourtant, nous vivons dans un monde de plus en plus marqué par le fait que les groupes sociaux dominants et leurs classes dirigeantes, même élues, sont incapables, parce qu'ils ne le veulent pas, de créer les conditions, les règles et les institutions aptes à faire face aux problèmes dans l'intérêt général. Leur horizon reste leur vie, leurs pouvoirs, leurs intérêts, leur futur.

Nos propositions concernent chacune un aspect important, à notre avis, des trois sécurités collectives globales, qui nous paraissent être au cœur de la question de la sécurité planétaire, à savoir :

- la sécurité économique, notamment financière et technologique,
- la sécurité des droits universels à la vie, à savoir la lutte contre la négation du droit à la vie représentée par la pauvreté, l'appauvrissement
- Et, dans ce contexte, la sécurité hydrique, à savoir la sécurité concernant l'eau, l'une des sources fondamentales de vie non seulement pour l'espèce humaine mais pour toutes les espèces vivantes de la Terre

2.1 La sécurité économique

De nos jours, ce n'est plus la sécurité de la puissance militaire qui détermine les impératifs économiques, mais l'économique, en particulier, le financier (la dimension fondamentale du système capitaliste de marché). L' économique est devenu la sécurité militaire, la rivalité pour la domination et la survie. Or, dans le contexte mondial actuel, la sécurité économique est un leurre pour deux raisons :

- **l'instabilité monétaire et financière**, devenue structurelle et en croissance suite en particulier à la privatisation de la monnaie et à la souveraineté des marchés boursiers, qui ont contribué à creuser davantage la dissociation de la finance par rapport à l'économie réelle ;

- **l'endettement public des Etats et des collectivités locales**.

Le gigantesque endettement public des pays riches les plus capitalistes au monde est un signe éclatant du dysfonctionnement radical du système. Les États-Unis viennent en tête en termes absolus (plus de 33.000 milliards), mais après le Japon (160%), la Grèce (145%), l'Italie (124%) et Moyenne EU (119%) parmi les pays occidentaux, en termes de taux d'endettement/PIB.

NB : l'Union européenne a établi en 1992 par le Traité de Maastricht (à la base de la politique d'austérité) que l'endettement ne pouvait pas dépasser la barre du 60% du PIB national. La dette des pays pauvres, de son côté, est le principal facteur d'exploitation de ces pays par les pays du Nord. Le revenu annuel des premiers sert surtout à payer les services de la dette. Donc,

P5. Il faut changer le système financier existant et s'atteler à la construction d'une nouvelle architecture financière mondiale à l'ère de l'anthropocène, au service de la régénération de la vie soutenable mais aussi juste du point de vue humain, social, écologique, techno-économique et politique.

Vu l'ampleur de la tâche, il est indispensable **avant tout de mettre en place un “Forum constituant pour une Nouvelle Architecture Financière Planétaire”, chargé d'élaborer des grands principes fondateurs.**

Vu aussi le caractère alternatif de l'objectif poursuivi, **nous proposons que l'initiative soit prise et accessible uniquement aux forces et aux sujets publics et privés ouvertement prêts à s'engager dans la réalisation de la création de la nouvelle architecture financière planétaire.** D'où l'idée de la constitution libre, spontanée à partir des associations et organismes engagés en faveur d'une finance mise au service **de la justice et de la paix planétaires.**

Le “Forum” doit être une assemblée à laquelle participent des représentants des victimes actuelles du système économique dominant.

2.2. La sécurité des droits universels à la vie.

Depuis la 2e guerre mondiale, l'État social a fait de la lutte pour l'éradication de la pauvreté l'objectif principal de son agenda. Jusqu'à la moitié des années '70, les résultats n'ont pas été spectaculaires, mais les tendances commençaient à aller vers une réduction des inégalités au sein des pays du Nord. Le taux de croissance des inégalités entre le Nord et le Sud tendait aussi à la baisse.

L'ONU est partie en 1980 de l'objectif de l'éradication totale en l'an 2000 du nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour. Dans le cadre de l'Agenda 2000-2015, l'objectif a été réduit à "l'élimination de moitié" le nombre de la population vivant en extrême pauvreté (le seuil d'extrême pauvreté ayant été entre-temps porté à 2,75\$/jour). L'objectif stipulé par l'Agenda 2015-2030, "réduire le plus grand nombre possible de personnes vivant avec moins de 3,75\$ par jour", constitue un aveu d'échec et d'impuissance.

Pire encore : les dominants ont imposé le changement de la définition du droit universel à la vie transformé des facteurs structurels en "l'accès sur une base équitable et à prix abordable à l'eau potable, la santé...", c'est-à-dire, la négation du droit auquel des générations entières de citoyens ont cru à travers le monde.

Face à cette inadmissible piraterie,

P6, Relancer, sous de nouvelles perspectives, 11 ans après l'initiative "Banning poverty", une campagne internationale sur l'illégalité des facteurs structurels générateurs de l'appauvrissement ayant deux objectifs majeurs :

- Un objectif culturel, idéologique, pédagogique portant sur les croyances et les imaginaires : libérer nos populations de l'emprise idéologique et du conditionnement culturel aliénant en matière de conceptions et de visions concrètes de l'inégalité et de l'appauvrissement.
- Un objectif social, économique politique portant sur la promotion de la participation des citoyens aux processus décisionnels : concevoir et mettre en place des nouvelles institutions et des nouveaux instruments de gouvernement public aptes à réaliser l'éradication des facteurs générateurs de l'appauvrissement dans le monde.

Il est temps de fermer, une fois pour toutes, les fabriques de la pauvreté.

Voici une proposition spécifique sur une dimension hautement symbolique et dramatique de l'appauvrissement en tant que fabrique du vol de la vie :

P7, En approfondissement des problématiques et des perspectives abordées par l'illégalité de l'appauvrissement, nous proposons la promotion d'une mobilisation citoyenne au sujet des enfants travailleurs " Les enfants travailleurs ont besoin d'un autre monde plus que de notre compassion ".

Le phénomène n'est pas en voie de disparition, bien au contraire, selon l'UNICEF. 160 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans n'ont plus d'enfance parce qu'ils travaillent. 115 millions d'entre eux effectuent des tâches dangereuses. Le phénomène reste l'une des formes plus perverses, car délibérée, de l'injustice et de la guerre contre les humains.

Cette initiative, dont les buts et les modalités devront être l'occasion pour la promotion d'une série d'innovations sociales concrètes (ne pas s'arrêter à une nouvelle campagne de dénonciation) pourrait être prise en collaboration avec les sujets membres de la Convention des droits humains et sociaux en Méditerranée dont l'Agora fait partie.

Elle pourrait être lancée en novembre 2025 et axée sur l'élaboration et l'approbation de l'agenda des innovations sociales concrètes à promouvoir.

Le 12 novembre 1881 (il y a 144 ans), l'explosion de la mine de soufre (activité très importante pour la Sicile) fit 65 morts parmi les travailleurs dont 19 enfants entre 8 et 16 ans. Cet épisode constitue une page honteuse de l'histoire des sociétés européennes : plusieurs enfants restèrent sans nom et figurent sur la stèle funéraire comme "I carusi" ("enfants travailleurs" en sicilien). **Il faut se mobiliser pour contribuer aux actions en cours pour mettre fin au phénomène.**

2.3 La sécurité hydrique

Si l'actuelle surexploitation prédatrice de l'eau devait se maintenir, l'ONU a prévu que 40% des besoins en eau ne seront pas satisfaits en 2050. Les principales victimes seront les pays les plus appauvris et les groupes sociaux les plus vulnérables économiquement au sein des pays du Nord. Autrement dit, les 2,2 milliards qui aujourd'hui n'ont aucun accès à l'eau potable et les 4,2 milliards qui ne bénéficient pas de manière régulière et sûre d'un accès à une eau qualitativement bonne verront leur insécurité hydrique s'aggraver. C'est inadmissible.

Les préoccupations des dominants concernent la raréfaction quantitative et qualitative de l'eau pour les activités économiques d'importance stratégique pour la croissance économique, leur compétitivité, leurs profits.

Après l'avoir expropriée et spoliée jusqu'à sa raréfaction pour leurs intérêts d'enrichissement et de puissance, les groupes sociaux dominants sont en train de réaliser une nouvelle expropriation/mainmise totale pour leur propre survie.

La sécurité hydrique pour le droit universel pour la vie est (quasiment) disparue de l'agenda des priorités gouvernementales. Elle a été remplacée par le mot mystificateur de la résilience. Dans le cadre de l'hégémonie culturelle déjà mentionnée, il n'y a plus de droit universel à l'eau ni de droit à la vie du bien commun public mondial. En outre, les fleuves (et les lacs, les zones humides...), les "artères de la Terre" sont réduits à des "capitaux naturels" dont l'état "écologique" vaut en fonction des coûts et des bénéfices monétaires de leur utilisation.

D'où la monétisation et la financiarisation de l'eau, des services de l'eau, de l'ensemble des éléments naturels de la Terre.

Or, la plupart des fleuves, des lacs et des zones humides du monde (les grands fleuves notamment), sont "malades", dans un état de santé grave, en voie d'assèchement, d'étouffement, de disparition.

Les sommes à investir annuellement pour remettre les fleuves en bon état sont immenses, de l'ordre des trillions de dollars (comme c'est le cas des dépenses militaires). Evidemment, il est inéluctable que, dans le système économique actuel, seuls les corps hydriques dont la restauration et/ou l'entretien et la sauvegarde seront rentables, trouveront des investisseurs dans les marchés boursiers. Très nombreuses seront les artères qui seront laissées à l'abandon.

Nous proposons,

P8. Les fleuves, les lacs, les zones humides, artères de la sécurité collective de vie de la Terre. À propos de leur personnalité juridique.

De multiples expériences concrètes réussies de reconstruction écologique d'espaces de vie en Inde et Asie du Sud-Est ainsi qu'en Amérique latine (au Brésil, Ecuador...), en Afrique centrale... montrent que l'un des facteurs positifs déterminants a été la participation réelle des populations concernées, dès la conception à la réalisation du projet.

Cela a permis de valoriser au maximum les savoirs locaux et les animaux des territoires.

La proposition concerne **une initiative de responsabilité citoyenne collective impliquant des populations de diverses régions du monde décidées à contribuer à l'arrêt de la dévastation de la vie de la Terre en redonnant aux fleuves leur capacité de "régénérer" la Terre et de faire naître, autour de l'eau source de vie, des communautés humaines liées par des valeurs de responsabilité et partage, bien vivre ensemble, solidarité, sécurité commune, justice.**

En ce sens, un des buts spécifiques du projet est d'élaborer un protocole international pour la création d'une plateforme institutionnelle de mise en commun des actions prioritaires, des résultats obtenus et de leur valorisation au niveau politique et au sein de la population.

Pour cette raison, il est **nécessaire et indispensable de reconnaître et renforcer les droits de la nature en lui accordant une personnalité juridique et, dans la foulée, de revitaliser le principe de la justiciabilité des droits et des devoirs en renforçant les conditions et les moyens de l'application des règles établies par les parlements.**

Respecter le Droit – (“Personne n’est au-dessus de la Loi”) est devenu, de nos jours, une nécessité non seulement de la part des sujets privés, dont la quasi impunité face à leur manque d’observance des lois et des règles est scandaleuse, mais aussi de la part des sujets publics, les États, in primis des plus puissants tels que les États-Unis.

La question de la justiciabilité fera l’objet d’une attention particulière car elle est de grande prégnance pour l’eau (droit universel) et le rôle majeur des fleuves (biens communs naturels) dans la reconstruction éco-sociale de la vie de la Terre. Ce n’est plus suffisant que les citoyens exercent leur pouvoir “démocratique” en tant qu’électeurs de leurs représentants. Il faut qu’ils valorisent d’autres instruments et moyens constitutionnels de contrôle et d’évaluation de la réalisation effective des objectifs de l’État social tels que définis dans la plupart des constitutions actuelles. **La justiciabilité élargit l’espace vécu de l’éthique universelle pour le bien commun et la justice, donnant aux mots “égalité, fraternité et liberté” un sens concret qui fait du bien au devenir de l’Humanité et de la vie globale de la Terre.**

3.LE CHEMIN DE LA RESPONSABILITE POLITIQUE COOPÉRATIVE

Toutes les propositions mentionnées impliquent un **système d’organisation sociétale planétaire** qui n’existe pas, mais qui est à concevoir et à mettre en place. D’où dans notre postulat de départ, le deuxième renversement de système, à l’enseigne de la responsabilité politique coopérative globale.

P9. Pour entamer et soutenir le chemin, il est proposé que l’Agora des Habitants de la Terre organise, ensemble avec d’autres groupes et associations, deux Assemblées pour la Libération de l’Humanité et de la Vie de la Planète, la première le 7 décembre 2025 et la seconde le 7 décembre 2026

NB. L’Agora examinera les propositions (2-3 au maximum) qui pourront faire partie de son propre programme d’action.

